



Bulletin du Forum Urbain Mondial

Compte rendu quotidien de la Troisième Session du Forum Urbain Mondial

Publié par l'Institut International du Développement Durable (IIDD)
en collaboration avec la Fondation Globe et ONU-HABITAT

EN LIGNE A [HTTP://WWW.IISD.CA/YMB/WUF3/](http://www.iisd.ca/YMB/WUF3/)
VOLUME 125, No. 6, LUNDI 26 JUIN 2006



COMPTE RENDU DU TROISIEME FORUM URBAIN MONDIAL: 19-23 JUIN 2006

La troisième session du Forum urbain mondial (FUM3) s'est déroulée à Vancouver, Canada, du lundi 19 au vendredi 23 juin 2006. Tenu une fois tous les deux ans, le Forum examine l'urbanisation rapide et son impact sur les communautés, les villes, les économies et les politiques.

Organisé par le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et le gouvernement canadien, sous le thème "Villes Durables – passer des idées à l'action," le FUM3 a mis en présence 10000 participants venus de plus de 100 pays, représentant gouvernements, agences des Nations Unies, organisations non gouvernementales, urbanistes, autorités locales, secteur privé et milieu universitaire.

Tout le long de la semaine, les participants se sont réunis dans des séances plénières, dans des séances dialogue et dans des séances spéciales et ont pris part à 13 tables rondes et plus de 160 séances de réseautage qui ont exploré divers aspects de l'urbanisme durable.

Le FUM3 a marqué le 30^e anniversaire de la première Conférence des nations unies sur les établissements humains, qui s'est tenue également à Vancouver et qui a mené à la création d'ONU-Habitat. Le rapport du FUM3 sera soumis, pour examen et action appropriée, à la 21^e session du Conseil d'administration d'ONU-Habitat, prévue au printemps 2007.

Le FUM3 a clos ses travaux par un appel au renforcement des partenariats axés sur l'aménagement urbain, ainsi que sur une reconnaissance grandissante de la nécessité de traiter les causes sous-jacentes de l'urbanisation, en vue de réaliser la vision des établissements humains durables pour tous.

BREF HISTORIQUE DES QUESTIONS TOUCHANT AUX ETABLISSEMENTS HUMAINS

Résultant de la première Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat I) qui a eu lieu à Vancouver, au Canada, du 31 mai au 11 juin 1976, la Déclaration de Vancouver sur les établissements humains a officiellement établi le Centre des Nations Unies pour les Etablissements Humains, comme principale agence des Nations Unies, chargée par l'Assemblée Générale de l'ONU de travailler à la promotion de villes durables aux plans social et environnemental, dans l'objectif de fournir un logement convenable pour tous. Selon les projections, dans le courant des cinquante prochaines années, deux-tiers de la population mondiale vivront dans des villes.

Désigné par l'Assemblée Générale de l'ONU comme étant un organe consultatif, le Forum Urbain Mondial (FUM) est un pôle de réflexion ouvert à tous, conçu pour l'encouragement du débat et de la discussion autour des défis de l'urbanisation. Dans sa résolution 56/206 du 21 décembre 2001, l'Assemblée Générale de l'ONU a décidé que le FUM sera un "forum technique non législatif, au sein duquel les experts peuvent procéder à des échanges de vues, les années où le Conseil

d'administration du Programme des Nations Unies pour les établissements humains ne se réunit pas." L'Assemblée Générale a également décidé, dans la même résolution, de transformer le Centre des Nations Unies pour les Etablissements Humains en Programme des Nations Unies pour les établissements humains, ONU-Habitat.

HABITAT II: La deuxième Conférence de Habitat s'est tenue du 3 au 14 juin 1996, à Istanbul, en Turquie. L'ordre du jour de Habitat et la Déclaration d'Istanbul sur les établissements humains, adoptés par 171 gouvernements durant la Conférence, y ont affiché plus de 100 engagements et stratégies visant à traiter des questions de logement et des établissements humains durables, mettant en exergue les thèmes du partenariat et de l'action locale. L'ordre du jour de Habitat établit le double objectif de réaliser un logement convenable pour tous et le développement durable des établissements humains. Au terme d'un long débat, la Conférence a également réaffirmé l'engagement en faveur de la réalisation pleine et progressive du droit à un logement convenable.

ISTANBUL+5: La 25^e Session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU, consacrée au réexamen général et à l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en application des décisions de Habitat II, s'est déroulée du 6 au 8 juin 2001 au siège des Nations Unies, à New York. A cette session extraordinaire, l'Assemblée Générale a adopté la Déclaration sur les villes et autres établissements humains en ce nouveau millénaire, qui consiste en: une déclaration politique réaffirmant la Déclaration d'Istanbul sur les établissements humains et le programme pour l'habitat; une revue et une évaluation de la mise en application du programme pour l'habitat; et des propositions de nouvelles mesures pour la

DANS CE NUMERO

Bref Historique des Questions Touchant aux Etablissements Humains	1
Compte Rendu du Forum Urbain Mondial	2
Ouverture du Forum	2
Sous-Themes du Forum	3
Tables Rondes	4
Dialogues	7
Seances Speciales	9
Seances de Reseautage	10
Clôture du Forum	14
Réunions a Venir	15

Le Bulletin du Forum Urbain Mondial est une publication de L'Institut International du Développement Durable (IISD) <info@iisd.ca>, éditeur du Bulletin des Négociations de la Terre © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Xenya Cherny, Leonie Gordon, Sarah Stewart Johnson, William McPherson, Ph.D., Laurel A. Neme, Ph.D., Sabrina Shaw, Peter Wood et Kunbao Xia. Photographies: Leila Mead. Edition numérique: Bo-Alex Fredvik et Diego Noguera. Rédaction en Chef: Pia M. Kohler, Ph.D. <pia@iisd.org>. Directeur du Service Information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement de la couverture de cette réunion est fourni par Globe Foundation of Canada. L'IIDD est joignable par courrier au 161 Portage Avenue East, 6e Etage, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; tel: +1-204-958-7700; fax: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le Bulletin appartiennent à leurs auteurs et ne rendent pas compte forcément des points de vue de l'IIDD. Des extraits du Bulletin peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant citation appropriée. Des versions électroniques du Bulletin sont envoyées à nos listes de distribution de courriel (Formats HTML et PDF) et sont accessibles sur le site Linkages du serveur WWW du Service d'Information de l'IIDD à <http://www.iisd.ca/>. Pour tous renseignements concernant le Bulletin, y compris pour la sollicitation de services de couverture de vos événements, contacter le Directeur du Service d'Information de l'IIDD par courriel à <kimo@iisd.org>, par téléphone au: +1-646-536-7556 ou par voie postale au: 212 East 47th St. #21F, New York, NY 10017, USA.

COMPTE RENDU DU FORUM URBAIN MONDIAL

OUVERTURE DU FORUM

CEREMONIE D'OUVERTURE: Lundi, le Maître des Cérémonies, Eric Falt, directeur de la Division des communications et de l'information publique, Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a souhaité aux participants la bienvenue à Vancouver, soulignant que le FUM3 marque le trentième anniversaire de la première Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Conférence des Nations Unies sur les établissements humains - Habitat), tenue également à Vancouver en 1976.

Charles Kelly, Commissaire Général, FUM3, a souligné que le FUM3 est un pas vers la réalisation des principes de durabilité et a exprimé l'espoir de voir, à la fin du Forum, les participants repartir avec des idées "aptes à être traduites en action," et permettant de faire évoluer l'aménagement des zones urbaines.

Sam Sullivan, maire de Vancouver, a déclaré que Habitat I a transformé la manière dont les décisions touchant au développement urbain étaient prises à Vancouver, mettant en relief la nécessité d'adopter des "éco-structures" urbaines écologiquement responsables, permettant de réduire l'empreinte écologique des villes.

Gordon Campbell, Premier ministre de la Colombie-Britannique, a mis en exergue le thème du FUM3 consistant à passer des idées à l'action, et a mis en exergue les avancées accomplies dans le domaine de l'urbanisme durable à Vancouver avec l'implication des citoyens.

Inga Klevby, directrice exécutive adjointe du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) a livré, de la part du Secrétaire Général de l'ONU, Kofi Annan, un message indiquant qu'au cours des trois dernières décennies, le monde est devenu plus urbanisé, plus congestionné, plus pollué et moins équitable, avec plus de la moitié des populations urbaines du monde en développement, vivant dans des taudis. Mettant en exergue les interconnexions entre opportunités et privations, le Secrétaire général de l'ONU, Annan, a appelé à redoubler d'efforts pour rendre notre planète, plus juste, plus équitable et plus durable pour l'ensemble de ses habitants.

Anna Tibaijuka, directrice exécutive d'ONU-Habitat, a souligné dans sa déclaration d'ouverture, que compte tenu du fait que la population mondiale vit maintenant dans des zones urbaines, l'urbanisme durable va être déterminant pour notre avenir. Saluant les réussites enregistrées par le Programme pour l'habitat, elle a précisé par ailleurs que l'échec rencontré dans la poursuite de la durabilité urbaine est dû à l'absence de soutien politique à la planification urbaine. Elle a mis en relief le rôle central du FUM dans l'engagement de la société civile dans le processus d'ONU-Habitat. Tibaijuka a également demandé une minute de silence en mémoire de Jane Jacobs et de Rafic Hariri, champions du développement communautaire urbain durable.

Mettant en exergue la vision de villes réussies, durables et

sûres, Stephen Harper, premier ministre, gouvernement du Canada, a souligné que l'urbanisation est un phénomène puissant qui est en train de prendre de l'envergure dans le monde en développement. Il a introduit le concept de "urbanisme éclairé," mettant un accent particulier sur: la réalisation d'un équilibre fiscal et juridique; le traitement des lacunes en matière



Stephen Harper, premier ministre du Canada



Le FUM3 s'est ouvert par une cérémonie de bienvenue, suivie par les déclarations des dignitaires et des principales parties prenantes

réalisation des objectifs de la campagne logement convenable pour tous et du développement durable des établissements humains.

FUM1: La première session du Forum urbain mondial s'est tenue du 29 avril au 3 mai 2002, à Nairobi, au Kenya. Le thème général en était l'urbanisation compatible avec la durabilité. Les discussions y ont été axées sur: l'effet du VIH/Sida sur les Etablissements humains; la violence à l'encontre des femmes; les services et l'infrastructure de base, notamment, l'approvisionnement en eau et l'assainissement; et la nécessité de la sécurité foncière.

SMDD: Le plan de mise en œuvre de Johannesburg (PMEJ), adopté au Sommet mondial pour le développement durable, tenu à Johannesburg, en Afrique du Sud, du 26 août au 4 septembre 2002, appelle à la réalisation, d'ici 2020, d'une amélioration importante des conditions de vie d'au moins 100 millions d'êtres humains vivant dans des taudis. Le Plan encourage la prise, à tous les niveaux, de mesures visant: à améliorer l'accès des pauvres des milieux urbains et ruraux à la terre et à la propriété, à un logement convenable et aux services de base; à accroître les emplois décents, les crédits et les revenus; à supprimer les réglementations qui ne sont pas nécessaires et les divers obstacles posés à la microentreprise et au secteur informel; et, à soutenir les programmes d'amélioration des taudis dans le cadre des plans d'aménagement des zones urbaines.

19^e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'ONU-HABITAT: Réuni à Nairobi, au Kenya, du 5 au 9 mai 2003, cette session s'est focalisée sur le développement urbain et les stratégies de logement en faveur des pauvres, et sur la dimension rurale du développement urbain durable. La session a procédé à l'examen des activités d'ONU-Habitat et à l'adoption de son programme de travail et budget au titre de la biennale 2004-2005, de son plan à moyen terme couvrant la période 2006-2009 et de 18 résolutions portant sur des thèmes englobant le rôle et les droits des femmes dans le développement des Etablissements humains et l'amélioration des taudis, l'eau et l'assainissement et la décentralisation et le renforcement des autorités locales.

FUM2: La deuxième session du Forum urbain mondial a eu lieu à Barcelone, en Espagne, du 13 au 17 septembre 2004. Les participants y ont procédé à la discussion des progrès accomplis dans la poursuite de la cible 7 des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), consacrée à la durabilité environnementale, y compris la cible 10 portant sur l'eau et l'assainissement, et la cible 11 portant sur l'amélioration des taudis. Les participants ont également abordé les questions d'égalité homme-femme, d'agriculture urbaine, de pauvreté, de sécurité, de préparation aux catastrophes et de reconstruction.

d'infrastructure; la garantie de la durabilité environnementale; l'endigement de la criminalité urbaine; la fourniture de logements abordables; l'évitement du terrorisme; et, la promotion de la diversité culturelle.

Signalant que la majeure partie de la croissance démographique des 25 années à venir, se produira dans les villes du monde en développement, Noli de Castro, vice-président, gouvernement des Philippines, a mis l'accent sur les liens entre la pauvreté urbaine et la lutte pour la démocratie et a souligné le rôle du FUM3 dans le traitement des questions touchant à l'amélioration des taudis, au financement des logements, à l'égalité homme-femme et à la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

Ali Mohamed Shein, vice-président, gouvernement de Tanzanie, a parlé de l'urbanisme durable en Afrique, mettant en relief les progrès accomplis par la Tanzanie dans la poursuite de la cible 11 de l'Objectif 7 des OMD, consacrée à l'amélioration des taudis, à travers la législation régissant l'habitat et le secteur foncier. María Antonia Trujillo, ministre du logement de l'Espagne et Présidente du FUM2, a souhaité voir le FUM3 se concentrer plutôt sur l'identification des solutions que sur la détermination des problèmes posés au développement urbain durable.

PLENIERE D'OUVERTURE: Diane Finley, ministre des Ressources humaines et du développement social, gouvernement

du Canada, et coprésidente du FUM3, a invité les délégués à procéder à une évaluation des avancées réalisées et à répondre aux défis posés par les villes. Elle a déclaré qu'alors que les villes jouent un rôle pivot dans le développement économique, la préservation d'un environnement rural sain est également importante pour un bien-être économique et social équilibré.

Adoption de l'ordre du jour et de l'organisation des travaux: La coprésidente du FUM3, Finley, a introduit et les délégués ont adopté, l'ordre du jour provisoire proposé par le Directeur Exécutif d'ONU-Habitat (HSP/WUF/3/1) et de l'organisation des travaux

du FUM3 (HSP/WUF/3/INF/1 et 2) sans amendement. Ils ont également approuvé l'établissement d'un groupe consultatif du FUM3 (HSP/WUF/3/INF/6) qui aidera la directrice exécutive d'ONU-Habitat dans l'organisation et la conduite du Forum. Le Groupe consultatif composé de dix membres est coprésidé par Finley et John Pombe Magufuli, ministre de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, gouvernement de Tanzanie.

Alphonso Jackson, Secrétaire au Logement et au développement urbain, gouvernement des Etats-Unis, a souligné que la propriété du foyer est essentielle pour l'accumulation des richesses, l'indépendance financière, la stabilité et les avantages sociaux. Il a mis en exergue l'objectif consistant à établir une société propriétaire aux Etats-Unis, ciblant de manière particulière les minorités et les pauvres.

Kumari Selja, ministre d'Etat chargée de l'emploi urbain et de l'allègement de la pauvreté, gouvernement de l'Inde, a mis en relief le consensus mondial réalisé, ces 30 dernières années, autour de la nécessité de baser les initiatives mondiales sur des solutions locales, en matière de gestion des établissements humains, et l'émergence du secteur privé en tant que partenaire de ce programme.

Naokazu Takemoto, sous-ministre des finances, gouvernement du Japon, a parlé de l'importance de l'engagement de la société civile, d'une gouvernance forte et de la stabilité sociale et a rappelé l'engagement que les dirigeants mondiaux ont pris au Sommet sur les suites données à la Déclaration du millénaire, en

septembre 2005, en faveur de la croissance durable et la réduction de la pauvreté.

Smangaliso Mkhathswa, co-président de Cités et gouvernements locaux unis (CGLU), s'est adressé au FUM3, au nom de la présidence de la CGLU, et a mis en relief le parachèvement des lignes directrices de CGLU concernant la décentralisation qui soulignent l'implication des communautés dans le traitement des défis posés par l'urbanisation.

Enrique Ortiz, secrétaire général, Coalition internationale pour l'habitat, a déploré que l'absence d'engagement politique et de politiques de marché aient déstabilisé la réalisation des principes du programme de l'habitat, dans le passé, et a encouragé l'adoption d'une nouvelle approche pour le traitement des défis urbains mondiaux à travers des partenariats publics-privés participatifs et productifs.

Sous-Thèmes du Forum

Au cours des séances plénières tenues de mardi à jeudi, le FUM3 a abordé les trois sous-thèmes suivants: Inclusion et cohésion sociales, Partenariats et finances et Croissance urbaine et environnement.

INCLUSION ET COHESION SOCIALES: Mardi, Jackson a plaidé en faveur de la propriété d'un domicile pour la force et la sécurité des villes, affirmant qu'elle est cruciale pour la sécurité financière, l'engagement social et une éducation plus avancée. Il a déclaré qu'inversement, l'absence de domicile a un effet dévastateur sur les zones urbaines. Jackson a offert de partager l'expérience des Etats-Unis dans les domaines touchant au rôle du gouvernement, à la primauté de la loi, au droit foncier et à l'éradication de la corruption, et de travailler en partenariat avec d'autres pays sur les questions d'accès à la propriété de logement.

Jockin Arputham, président, Fédération nationale des habitants des taudis, Inde, a donné un aperçu sur les actions entreprises par les habitants des taudis pour l'amélioration de leur situation, a appelé à l'arrêt des expulsions forcées et a plaidé en faveur d'un développement communautaire et d'une coopération authentique entre le monde industrialisé et les habitants des taudis.

Lindiwe Sisulu, ministre du logement, Afrique du sud, a souligné que: de nombreux pauvres sont exclus des services dont ils ont besoin; la pauvreté touche 80 pour cent de la population urbaine dans le monde en développement; les citoyens pauvres sont marginalisés par le chômage et l'analphabétisme; et l'urbanisation des pauvres est en train de s'accélérer à un rythme que la plupart des gouvernements ne peuvent pas gérer.

Au cours du débat qui a suivi, Jackson s'est dit d'avis avec Arputham que les gouvernements doivent répondre rapidement aux initiatives communautaires de base et Sisulu a ajouté que ces initiatives devraient compléter celles nationales. Sisulu a accueilli favorablement la mise en place de plans d'épargne pour les habitants des taudis et a indiqué que bien que n'étant pas le seul acteur responsable de la fourniture de logements, le gouvernement joue un rôle dans la garantie de la sécurité de la propriété.

PARTENARIATS ET FINANCES: Mercredi, la modératrice Katherine Sierra, vice-présidente, Banque mondiale, a donné un aperçu des principaux biens publics nécessitant des politiques urbaines fondées sur la durabilité. Elle a déclaré que pour être efficaces, les stratégies de développement urbain, dans les pays en développement, devront tenir compte des forces économiques, de l'inclusion sociale et de la durabilité environnementale. Sierra a appelé à un dialogue franc et ouvert sur l'impact des villes



Diane Finley, ministre des ressources humaines et du développement social du Canada et coprésidente du FUM3



Alphonso Jackson, secrétaire au logement et au développement urbain, Etats-Unis



Katherine Sierra, vice-présidente, Banque mondiale

en tant que locomotives de la croissance dans les pays en développement et à une accentuation du rôle positif de l'urbanisation. Elle a souligné le rôle important des partenariats et la nécessité de financements novateurs et en temps opportun.

Mohammad Yousaf Pashtun, ministre du développement urbain, gouvernement de l'Afghanistan, a parlé des défis posés au développement urbain durable et des efforts fournis pour la reconstruction de l'infrastructure urbaine, après 25 années de guerre, dans son pays. Il a souligné

que les villes ont un rôle central à jouer dans la transition de l'Afghanistan de la situation d'urgence post-conflit, à la stabilité, et a appelé à la réalisation d'une paix et d'un développement durables dans son pays, à travers des partenariats avec la communauté internationale.

Pat Jacobsen, directrice générale, TransLink, Canada, a donné aux participants au FUM3 un aperçu des mécanismes de financement mis en place pour le développement de l'infrastructure de transport à Vancouver. Ceux-ci comprennent des partenariats avec le gouvernement fédéral, les recettes provenant des usagers, et une combinaison de financements privé et public.. Elle a mis en relief l'importance de faire participer les intéressés aux processus de planification du développement de l'infrastructure.

Robert Williams, maire adjoint de Georgetown, Guyane, a déclaré que les villes ne peuvent être vivantes que s'il y a engagement à tous les niveaux et que les partenariats ne sont pas une option mais une exigence pour le développement des villes. Il a insisté sur la nécessité de ne pas compter sur les sources de financement traditionnelles pour parvenir à couvrir les coûts grandissants de la gestion urbaine et a appelé à des négociations directes entre les institutions financières internationales et les municipalités pour que les prêts et les subventions destinés au développement urbain soient approuvés plus rapidement.

CROISSANCE URBAINE ET ENVIRONNEMENT:

Tenue jeudi, cette séance plénière était présidée par Chris Leach, président, Institut canadien des urbanistes. Dans sa déclaration liminaire, il a parlé des méthodes de planification et de gestion en tant que facteurs importants du développement urbain durable au Canada et, notamment, de la nécessité de réseaux des parties prenantes pour veiller à la réalisation des objectifs dans les domaines de l'assainissement, du transport, de la croissance «intelligente», de l'eau et de l'environnement.

Eveline Herfkens, coordonnatrice exécutive, Campagne Objectifs du millénaire, Nations Unies, a rappelé la formule de l'ancien Directeur Exécutif du PNUE, Klaus Toepfer, qui disait que la pauvreté est le plus grand pollueur et a déclaré qu'il est essentiel de s'attaquer aux racines de la pauvreté en travaillant à la réalisation du développement durable. Mettant l'accent sur la nécessité d'une croissance durable, participative et favorable aux pauvres, elle a indiqué que les OMD représentent un ensemble d'objectifs mondiaux appelés à être mis en application à l'échelon local et que l'erreur de la communauté des donateurs, dans le passé, était de considérer les pauvres comme uniquement des clients et non comme partenaires du développement. Herfkens a appelé à la tenue des promesses faites au plus haut niveau politique.

Enrique Peñalosa, ancien maire de la ville de Bogotá, Colombie, a parlé de la croissance démographique rapide qui caractérise les zones urbaines dans les pays en développement et a indiqué que pour réaliser la durabilité, les pays en

développement doivent trouver un modèle de croissance différent. Se référant à l'expérience de la ville de Bogotá où la circulation automobile a été réduite et où parcours verts, pistes cyclables et couloirs d'autobus ont été aménagés, il a soutenu que par-delà les avantages environnementaux, ces éléments ont donné lieu à de grandes améliorations en matière de justice sociale. Peñalosa a déclaré que les ressources sont souvent disponibles, mais que la volonté politique est encore requise pour la mise en application de politiques axées sur la durabilité.

Les participants ont fait part de leurs observations indiquant que les villes se trouvent directement confrontées à de gros problèmes sanitaires et nutritionnels, faisant état des difficultés des villes des pays en développement à faire face aux problèmes de la violence, de l'assainissement inadéquat et du chômage. Déplorant le fait que l'engagement fort pris à Habitat-I n'ait pas été reconnu au FUM3, un participant a appelé avec passion à la mise en application de la vision de l'historienne Barbara Ward qui voulait que l'on s'assure que personne au monde ne soit privé d'eau potable.

TABLES RONDES

Lundi et mercredi, des discussions de tables rondes ont été organisées pour permettre aux parties prenantes de procéder à des échanges de vue sur l'ordre du jour du FUM3 et, d'une manière plus générale, sur le développement des établissements humains.

TABLE RONDE DES MINISTRES: Tenue lundi sous le thème "Vancouver + 30: Le rôle changeant des Villes et développement durable mondial," cette table ronde a vu la participation de ministres de plus de 50 pays et s'est concentrée sur trois sous-thèmes: le rôle des gouvernements dans les villes durables, les possibilités de partenariats et, l'importance des liens devant être établis entre les programmes d'action internationaux des gouvernements nationaux et le niveau local.

Rôle des gouvernements dans les villes durables: Les ministres ont souligné les mesures prises pour faire face aux défis posés à la durabilité des zones urbaines dans leurs pays respectifs, plusieurs d'entre eux faisant part de leur soutien à la décentralisation, à l'engagement de la société civile et à la mise en place d'un système commun permettant de mesurer la durabilité, la pauvreté et l'urbanisation. Tout le monde était d'avis que le gouvernement a un rôle très important à jouer dans la fourniture d'orientations et de directives, de financements et de créations des capacités, aux autorités locales, dans leurs efforts en faveur de la durabilité, et dans la garantie du droit à un logement social.

Partenariat entre les gouvernements nationaux et d'autres juridictions, en soutien des villes durables: Les ministres de plusieurs pays ont donné un aperçu sur leurs expériences en matière de traitement de la relation entre gouvernements national et local dans la poursuite de l'urbanisme durable. Il a été admis, d'une manière générale, que l'urbanisme durable requiert une approche pluridisciplinaire, en particulier pour ce qui est de la dimension sanitaire et de la dimension éducationnelle.

Etablissement de liens entre les programmes d'action international des gouvernements nationaux au niveau local: Ce thème a donné lieu à une large gamme d'observations et



Tribune de la table ronde des ministres. G-D: Le coprésident Ted Menzies, secrétaire parlementaire auprès du ministre de la coopération internationale, Canada, la modératrice Huguette Labelle, Présidente, Transparency International et chancelière de l'université d'Ottawa, Anna Tibaijuka, directrice exécutive, UN-Habitat; et, le coprésident Magufuli

commentaires, notamment sur les avantages de la décentralisation administrative pour la réalisation des OMD et sur la question du logement qui est la question la plus importante posée aux pays émergeant de conflits. Il a été reconnu que les pays se trouvent confrontés à des défis différents mais aussi à des défis communs, et que les solutions devraient être partagées.

TABLE RONDES DES PARLEMENTAIRES: Organisée sous le thème “Vancouver +30 – Orientations nouvelles des lois concernant les établissements humains”, cette table ronde tenue lundi a donné aux parlementaires l’occasion d’examiner les initiatives législatives entreprises en faveur des établissements humains, du développement urbain et des logements abordables. Les travaux de la table ronde ont été menés en deux volets: une rétrospective des 20 dernières années dans le domaine des mesures législatives concernant l’habitat et l’examen des priorités émergentes et des politiques futures nécessaires au soutien de l’urbanisme durable.

Plusieurs parlementaires ont attiré l’attention sur les résultats d’une étude menée sur les politiques urbaines en Europe, mettant en relief les différences entre les pays dans les domaines: de l’utilisation des divers outils, notamment, les centres d’expertise en matière de développement régional; de la consolidation de l’autogestion municipale; de la gestion des déchets; et; de l’évaluation environnementale. Les délégués ont mis l’accent sur la planification familiale, sur les critères permettant de mesurer la réussite des politiques urbaines et sur le fait que les taudis et les bidonvilles sont le nid de l’extrémisme.

Se plaçant dans une perspective à venir, des participants ont encouragé l’octroi d’une place prioritaire à la lutte contre la pauvreté dans les zones urbaines, à l’ordre du jour politique et la réorientation de l’aide extérieure vers les taudis. Des délégués ont proposé la création d’un fonds pour le soutien de l’habitat et du développement urbain dans les pays africains.

TABLE RONDE DU SECTEUR PRIVE: Tenue lundi, cette table ronde s’est penchée sur la manière dont le secteur privé peut contribuer à la durabilité des zones urbaines. Les suggestions avancées ont englobé: la mise à disposition de l’expertise en matière de gestion et de contrôle des coûts; la construction de logements sociaux; et le travail avec le secteur gouvernemental à la création de mécanismes de marchés encourageant l’investissement dans les logements sociaux.

Le débat a porté également sur: les rapports de l’investissement; la fourniture d’un terrain neutre pour les partenariats; le création d’un environnement favorable; la nécessité de reconnaître les différences culturelles; l’efficacité des partenariats entre les secteurs public et privé dans la construction de logements pour les franges à faibles revenus; et les cadres juridique et règlementaire. Au sujet des stratégies visant à susciter le soutien de la communauté internationale, la nécessité de processus d’appel d’offre transparents a été soulignée.

TABLE RONDE DES FEMMES: Tenue lundi, cette table ronde était consacrée au thème “Renforcement de l’autonomie pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement:



Tribune de la table ronde des ONG. G-D: Ana Sugranyes, Habitat International Coalition; Les coprésidents Evaniza Rodrigues, Latin American Secretariat for Popular Housing et Michael Shapcott, Institut Wellesley

les femmes relèvent le défi.” Plusieurs participants ont fait remarquer que de nombreux groupes de femmes travaillent à la concrétisation des OMD, sans le savoir. Ils ont également procédé à des échanges d’informations et de points de vue sur des initiatives mises en place, allant de l’établissement d’un dialogue avec les autorités locales au lancement de campagnes nationales de lutte contre la pauvreté, et ont mis en exergue la bonne éducation et les bons soins prodigués par les parents, comme étant un outil important contre la criminalité et la violence. Un participant a appelé à un engagement significatif des femmes autochtones dans l’élaboration et l’application des politiques.

Les délégués ont partagé leurs expériences face aux défis de la migration et de la sécurité alimentaire, et dans le domaine de l’édification d’entreprises communautaires qui soutiennent les moyens de subsistance locaux et l’amélioration de la santé communautaire. Ils ont encouragé la détermination de la valeur des contributions non rémunérées apportées par les femmes dans les communautés pauvres.

TABLE RONDE DES ONG: Tenue lundi, cette table ronde intitulée “Les acquis et les batailles: 30 ans après Habitat I à Vancouver,” s’est focalisée sur la production de recommandations à l’intention d’ONU-Habitat sur de nombreux thèmes. Au sujet des expulsions forcées, les participants ont souligné l’importance du travail des ONG dans le soutien des initiatives communautaires, pour le renforcement du suivi et de l’amélioration de la sécurité foncière, de la solidarité et de l’action locale.

Au sujet de la privatisation, les participants ont fait remarquer que les forces du marché font actuellement partie du problème et non de la solution. Il a été également souligné que les discussions du FUM doivent encore traiter de manière adéquate la question de la protection des droits des personnes déplacées et que la société civile devrait exiger la bonne gouvernance à cet égard.

Au sujet de l’implication des communautés locales dans tous les aspects de la reconstruction post-catastrophes, les participants ont encouragé l’imputabilité gouvernementale dans le financement des secours d’urgence. Un participant a déploré que le gouvernement ait perdu le contrôle du secteur du logement au profit des promoteurs et des cartels fonciers privés et a plaidé pour l’adoption d’une approche fondée sur le respect des droits de l’homme et de tenir les gouvernements comme redevables de compte, à travers les réseaux de la société civile.

TABLE RONDE DES CHERCHEURS: Tenue lundi sous le thème “Planifier et gérer les villes durables: de la recherche à la pratique,” cette table ronde a cherché à dégager les liens entre la recherche et l’action, à travers la présentation d’études de cas types portant sur des villes écologiquement durables. Les participants ont présenté des exposés sur: le transport public; la bonne gouvernance des villes en tant que résultat de la recherche; les initiatives de l’UE dans le domaine de la recherche et leur impact sur les politiques urbaines. Les participants ont recommandé: une sensibilisation et une mobilisation communautaires en faveur de la réalisation de communautés durables; une recherche adaptée et tournée vers l’action; l’élévation graduelle de la recherche au niveau mondial; et l’élimination des contraintes financières qui faussent la recherche.



Des participants à la table ronde des femmes



Tribune de la table ronde sur les outils fonciers sexo-spécifiques

CONCEPTION D'OUTILS FONCIERS TENANT COMPTE DE LA SPECIFICITE DES SEXES: Au cours de cette table ronde tenue mercredi, les participants ont souligné que la sécurité foncière pour les femmes n'est pas une question de faisabilité budgétaire, mais d'accès et que les obstacles posés dans ce domaine sont à la fois d'ordre juridique et d'ordre culturel. Il a été souligné que le principal objectif de la conception d'outils fonciers sexo-spécifiques consiste à concrétiser les OMD concernant la promotion de la femme et la réfection des taudis.

Les participants ont appelé: à une action globale pour le traitement de l'insécurité foncière, à des politiques tenant compte des expériences et des réalités des femmes et à l'accroissement du nombre des professionnels femmes dans le domaine des outils tenant compte de la spécificité des sexes. Ils ont fait part de leur appui aux activités d'ONU-Habitat à cet égard.

Les participants ont accueilli avec satisfaction le lancement du Réseau mondial des outils fonciers, indiquant qu'il vise à identifier les outils appropriés, à s'assurer qu'ils tiennent compte des spécificités des sexes, à reproduire les réussites enregistrées et à réduire les écarts actuels. Plusieurs conférenciers ont présenté des cas de discrimination à l'encontre des femmes, associés aux droits fonciers, et ont proposé de procéder, au FUM4, à l'examen des progrès accomplis dans le domaine de la conception d'outils fonciers sexo-spécifiques.

Les participants ont débattu de la question des outils fonciers fondés sur la foi, soulignant que la culture et la foi constituent à la fois des entraves et des opportunités. Des options ont été identifiées concernant le changement sociétal en réponse au conflit et à la pandémie du VIH/Sida. Un participant a appelé à la mise en place d'un "programme pour le droit des femmes aux ressources," englobant redistribution des terres et placement des ressources sous le contrôle juridique des femmes.

TABLE RONDE DE LA JEUNESSE: Cette table ronde énergique, tenue mercredi, s'est déroulée sur la base de la dynamique engendrée au Forum mondial de la jeunesse qui a précédé le FUM3 et a mis en exergue les potentialités dont disposent les jeunes pour contribuer à la résolution des problèmes urgents posés à la planète. Les participants ont identifié une gamme de barrières entravant le leadership des jeunes et des manières de les dépasser, notamment à travers: les partenariats Nord-Sud; l'art, la culture et les sports; l'éducation et la formation; et les médias.

Mettant en relief les dures réalités auxquelles font face les jeunes dans les pays en développement aux plans de l'éducation, de la santé et de l'emploi, et leur exposition à la drogue, au VIH/Sida, à la violence, aux expulsions et au travail des enfants, plusieurs participants issus de pays en développement ont appelé à la création de davantage d'opportunités d'échange d'expériences et ont encouragé les jeunes des pays du Nord à soutenir l'espoir et le changement dans les pays du Sud. Un orateur a déclaré que le message devrait être simple dans sa formulation si l'on veut qu'il suscite la volonté politique requise pour pousser de l'avant un programme d'action positif pour les jeunes.

TABLE RONDE DES UNIVERSITES: Cette table ronde tenue mercredi s'est concentrée sur les principes directeurs devant encadrer les initiatives de partenariats et de diffusion des données. Les participants ont été invités à débattre de la manière dont les universités peuvent assimiler et disséminer les leçons apprises. Les participants ont souligné l'importance: d'établir des liens entre les centres d'apprentissage et de se concentrer sur la recherche appliquée sur le terrain; et de mettre le pouvoir des universités et des étudiants au service du travail en faveur du développement.

Les participants ont identifié les défis associés aux partenariats qui rassemblent des intérêts divergents et qui améliorent notre compréhension de la dynamique des marchés fonciers. Un accent particulier a été placé sur la nécessité de percevoir les universités comme étant des acteurs du monde réel qui devraient être redevables de compte des mêmes principes de durabilité qu'elles promeuvent. Les participants ont également évoqué la nécessité: d'établir des alliances entre les universités et les professionnels; de soutenir les efforts fournis par les communautés; de recourir à une approche interdisciplinaire pour éviter le cloisonnement; et, de récuser le programme de développement fondé sur le *status quo* établi par le Nord et d'élaborer des indicateurs de progrès. Plusieurs participants ont encouragé le recours à l'Internet pour faire avancer les efforts collaboratifs, y compris les Services d'échange mondiaux sur la durabilité urbaine.

TABLE RONDE SUR L'ENVIRONNEMENT: Cette table ronde tenue mercredi visait à cerner les problèmes communs et à dégager des idées de projets de partenariats, à travers des travaux en sous-groupes. Le sous-groupe sur la Jeunesse et l'éducation a identifié le manque de financement, de personnel et de temps comme étant les principaux problèmes rencontrés et a suggéré la création d'opportunités et d'espaces pour que les jeunes puissent collaborer par delà les frontières. Le sous-groupe sur le Renforcement des capacités communautaires a également identifié le manque de ressources humaines et financières comme étant un obstacle de taille et a suggéré que la solution passe par la mobilisation de l'ensemble des secteurs de la communauté pour l'élaboration et la mise en œuvre de projets communautaires viables, de dimension mondiale mais avec des répercussions locales.

Le sous-groupe sur l'alimentation a identifié des obstacles englobant les tarifs douaniers et les barrières commerciales et a proposé la mise en place d'un projet à court terme sur la sécurité alimentaire. Le sous-groupe sur la sécurité environnementale a identifié les problèmes associés au manque: de volonté politique, de capacité, d'information et d'expérience, de recours au savoir traditionnel, de politiques appropriées, de lois et de réglementations, de suivi, de connaissances et de techniques appropriées. Les solutions possibles identifiées comprennent: les partenariats, l'élaboration d'une vision commune, la communication et le partage des ressources. Le sous-groupe sur les Ressources et l'énergie a suggéré le développement des sources d'énergie renouvelable, le renforcement des capacités, la création de partenariats, la promotion de l'équité sociale; l'engagement des populations locales ainsi que des acteurs internationaux et du milieu universitaire.

TABLE RONDE SUR LES AUTOCHTONES ET LES MEDIAS: Tenue mercredi 21 juin, Journée nationale des autochtones du Canada, cette table ronde a été décrite comme étant un forum d'échange sur les meilleures pratiques et d'établissement de partenariats entre les médias et les autochtones. Plusieurs études de cas et courts-métrages ont été présentés, suivis d'un dialogue animé. Les débats se sont focalisés sur la participation des autochtones dans les travaux du FUM3, plusieurs participants critiquant la non inclusion des jeunes et des autochtones. Plusieurs participants ont fait remarquer que le FUM3 a raté l'occasion de fournir une formation sur les principales questions abordées, telles que celle de la garantie d'un logement adéquat, et a négligé les droits des communautés nomades.



Des participants à la table ronde sur la spiritualité

Les participants ont également parlé de projets médiatiques autochtones, ont déploré l'absence des autochtones dans les médias de masse et le portrait inexact que ces médias donnent d'eux et ont encouragé les autochtones à prendre en main le combat pour leur représentation.

TABLE RONDE SUR LA SPIRITUALITE: Cette table ronde s'est tenue mercredi sous le thème «Comblent le fossé: Spiritualité et durabilité en contexte urbain.» Un participant a fait remarquer que la vision qui oriente le FUM3 prend sa source au-delà de la rationalité technique et des programmes politiques. Un autre participant a suggéré que la résolution des problèmes urbains implique non seulement des ressources financières mais également un changement de notre mode de vie.

Les participants se sont penchés sur les manières dont les initiatives fondées sur la foi peuvent favoriser la durabilité, l'inclusion et la cohésion sociales, sur la nécessité de la paix dans le monde pour créer la durabilité et sur le rôle des espaces urbains dans l'accueil des festivals spirituels. Les délégués ont décrit la vision d'un bien-être urbain éclairé par une compréhension spirituelle de la communauté humaine et ont fait observer que les besoins spirituels sont aussi légitimes que les besoins matériels. Il a été souligné que les leaders civiques devraient systématiquement prendre en considération la manière dont la signification, la finalité et la connexité qui guident la croissance spirituelle sont satisfaites au sein de la communauté.

TABLE RONDE DES MAIRES: Cette table ronde s'est tenue mercredi sous le thème «Les administrations locales à un carrefour: Se rapprocher des objectifs du Millénaire pour le développement grâce à l'innovation et à l'action locale.» Les conférenciers y ont mis en relief les améliorations apportées dans les domaines des droits de l'homme et de l'autonomie locale des villes mais ont déploré la crise financière qui empêche les villes de concrétiser les OMD.

Le session a commencé par un sondage dans les rangs des maires sur les réalisations accomplies dans la poursuite des ODM. Tout en admettant l'existence, dans l'ensemble, d'une sensibilisation insuffisante du public aux OMD, 75 pour cent des 130 maires présents ont déclaré que les OMD sont des priorités dans leurs villes et seulement 50 pour cent d'entre eux ont déclaré avoir participé à un dialogue avec les gouvernements nationaux sur ce sujet. Les commentateurs ont suggéré que les maires doivent communiquer leurs plans de manière plus efficace aux citoyens et aux gouvernements nationaux. Des chercheurs ont présenté des données montrant que la prise de conscience des citoyens engendre un soutien plus important en faveur des OMD.

Dans le débat qui a suivi, les maires de vingt villes ont présenté des exemples de programmes axés sur la réalisation des OMD et, en particulier, de ses cibles consacrées à la réfection des taudis et à l'amélioration de l'approvisionnement en eau et d'autres services. Les délégués ont appelé à la mobilisation des réseaux d'intervenants et de donateurs tels que la Banque mondiale, pour obtenir le financement nécessaire pour la mise en oeuvre des OMD. Il a été proposé que les maires présentent des rapports sur leurs accomplissements au FUM4 en 2008.

DIALOGUES

Six séances de dialogue ont eu lieu durant le FUM3, du mardi à jeudi, et ont porté sur les thèmes suivants: Atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement: Amélioration des taudis et logements abordables; Mobilisation du public: une approche inclusive; Sécurité urbaine: accepter la responsabilité; Finances municipales: Innovation et collaboration; La forme des villes: Urbanisme et gestion; et, Energie: Action locale, répercussions mondiales.

ATTEINDRE LES OMD: Amélioration des taudis et logements abordables: Mardi, des conférenciers d'Afrique du Sud, du Pakistan et du Pérou et des représentants des Nations Unies et de la Banque mondiale ont parlé des défis posés et des opportunités offertes quant à la concrétisation de la cible 11 des OMD, consacrée à l'amélioration des taudis.

Au sujet de la sécurité du droit foncier, un conférencier a souligné l'échelle accrue des cas d'appropriation de terrains, d'expulsions forcées, de privation de domicile et de spéculation foncière et a affirmé que cette dépossession déstabilise les OMD. Il a appelé à un engagement de la part des gouvernements, en faveur de l'arrêt des expulsions forcées. Plusieurs délégués ont attiré l'attention sur la nécessité de traiter les situations des sans domicile suite aux expulsions et ont fait remarquer qu'en attendant que des solutions permanentes soient trouvées, les personnes expulsées continueront à reconstruire des taudis ailleurs. Ils ont également mis en relief l'autogestion à l'intérieur des bidonvilles, l'amélioration des droits des femmes dans les domaines de l'accès à la terre, à la propriété, à l'héritage, au logement et à la protection contre la violence domestique et autres formes de violence.

Au sujet du financement de la réfection des taudis, un conférencier a déclaré que les emprunts extérieurs sont une piètre option pour le financement abordable et viable, non seulement en raison des conditions qui les accompagnent, mais également à cause du fait que les frais généraux qui y sont associés risquent de donner lieu à des augmentations importantes du coût des matériels. Les commentateurs ont également suggéré que les gouvernements locaux pourraient traiter le problème de la pauvreté urbaine de manière plus efficace, s'ils disposaient de responsabilités et de pouvoirs plus importants; mis en exergue les partenariats entre les gouvernements locaux et les communautés locales; et, souligné le rôle de la communauté des donateurs internationaux, la nécessité de subventions ciblées de la part du gouvernement national et de la promotion des gouvernements locaux.

Les participants se sont penchés sur la question de l'implication des citoyens pauvres dans la réfection des taudis et sur le rôle du secteur privé dans l'amélioration des bidonvilles, avec une concentration particulière sur la microfinance. Ils ont appelé à des voies et moyens plus forts pour s'assurer que les droits de l'homme et le droit au logement soient intégrés dans les législations nationales.

MOBILISATION DU PUBLIC: L'approche inclusive: Mardi, des conférenciers issus des universités, du secteur gouvernemental et de la société civile, ont parlé des voies et moyens d'encourager l'inclusion et la cohésion dans la promotion des villes durables.

Les commentateurs ont mis en exergue: la nécessité de la tolérance, du respect de la diversité culturelle et de l'instauration d'environnements équitables et favorable à l'inclusion; la promotion des communautés locales à travers les partenariats; et le rôle des gouvernements locaux dans la fourniture des services. Un orateur a encouragé l'efficacité de l'aide publique au développement et a souligné qu'une participation accrue mène à des résultats effectifs.

Les participants ont abordé en outre: l'interaction entre le gouvernement et les ONG; le rôle de chef de file et l'engagement du gouvernement; et la conciliation entre les régimes traditionnel et moderne de propriété foncière. Certains ont remis en question l'inévitabilité de l'urbanisation et ont appelé à la mise en place

de politiques renforçant la viabilité des conditions de vie en milieu rural. Ils ont également parlé du rôle des associations professionnelles, telles que celles des urbanistes et des architectes et du rôle des médias à veiller à l'imputabilité des responsables élus. Les délégués ont appelé à davantage de transparence dans les politiques et les décisions, à une meilleure reconnaissance des besoins des handicapés et à l'inclusion des jeunes et des femmes.

SECURITE URBAINE: Accepter la responsabilité:

Tenue mercredi, cette séance de dialogue s'est concentrée



Conférenciers et des participants à la séance de dialogue sur la sécurité urbaine

sur la planification en prévision des catastrophes et de la réduction des risques et sur la prévention de la criminalité et de la violence.

Les commentateurs ont englobé des universitaires, des représentants gouvernementaux d'Afghanistan, du Japon,

de Papouasie nouvelle Guinée, d'Afrique du sud et d'agences internationales.

Les conférenciers ont parlé: du double défi auquel fait face l'Afghanistan du fait de l'agitation civile et des catastrophes naturelles en Afghanistan; des enseignements tirés suite au séisme de Kobe au Japon, faisant état en particulier de l'Accord-cadre de Kobe sur la prévention des catastrophes et la réduction des risques; et de la nécessité de solutions ciblées. Un orateur a affirmé que l'implication des communautés dans la planification en prévision des catastrophes et de la réduction des risques fait naître en leur sein un sens de responsabilité.

Au sujet de la violence à l'encontre des femmes, les conférenciers ont souligné la susceptibilité des filles aux abus sexuels en Afrique, la réussite de l'établissement de postes de polices féminins au Nicaragua et l'importance d'avoir des initiatives vigoureuses lancées par les maires.

Les participants ont également abordé: le rôle des réseaux d'information communautaires féminins dans les situations de crise; la nécessité d'un dialogue plus important avec les organisations fondées sur la foi; et les problèmes sociaux qui suivent les catastrophes, tels que l'exploitation des enfants. Un délégué a souligné que les risques ne se transforment en catastrophes que lorsque des vulnérabilités existent, faisant remarquer que "ce ne sont pas les séismes qui tuent, mais les constructions mal conçues."

Les participants ont parlé aussi de la montée du phénomène des clans au sein des communautés autochtones et de la dynamique de la sécurité après le 9 septembre. Les délégués ont appelé à un accès autorisé pour les habitants des taudis, à la minimisation des déplacements de personnes suite aux conflits armés et à la traduction des obligations internationales en politiques locales. Les avantages d'une approche plus intégrée entre la gestion des risques et les programmes de prévention du crime ont également été examinés.

FINANCES MUNICIPALES: Innovation et Collaboration:

Ce dialogue a eu lieu mercredi et a traité des contraintes et des innovations dans les finances municipales. Il a englobé des exposés présentés par des agences internationales, par des gouvernements locaux du Brésil, du Cameroun, de Chine et de Belize, par le secteur privé et des groupes communautaires.

Au sujet des finances municipales, les conférenciers: ont parlé de l'amélioration des ressources, à travers le renforcement de la capacité d'endettement et de la solvabilité; ont décrit l'utilisation des bourses des valeurs pour lever les fonds nécessaires à l'amélioration de l'infrastructure; et ont souligné que les gouvernements locaux doivent avoir le pouvoir, le financement, les approches équitables et la capacité technique nécessaires pour s'acquitter de leurs tâches. Les participants ont mis l'accent sur: la nécessité de se pencher sur les problèmes de l'endettement des particuliers et des ménages, l'implication des jeunes dans

les processus décisionnels, les mécanismes permettant aux municipalités de gérer les ressources, l'accès aux marchés de capitaux et la transparence et l'imputabilité.

Les conférenciers ont également décrit des approches novatrices dans le domaine de l'infrastructure et des services connexes, notamment, un programme de collecte de fonds à partir des marchés de capitaux, réservé au développement de l'infrastructure en Inde, et une budgétisation participative dans les secteurs de l'assainissement, des soins sanitaires, de l'éducation et de l'environnement au Brésil. La Banque Européenne d'Investissement a donné un aperçu des critères de réussite des levées de fonds par les municipalités. Les suggestions ont englobé les mesures suivantes: baisser les taxes pour attirer les investisseurs, élever les revenus à travers la réforme de la gestion des sols, utiliser ISO 9000 pour la certification, exploiter les ressources naturelles en tant que source de revenu et, s'assurer de la bonne gestion des dépenses.

Les participants ont entendu une déclaration présentée par une ancienne sans-abri de Mumbai, Inde, qui a réussi à travailler, par le biais d'un réseau communautaire, avec la municipalité pour l'arrêt des démolitions de logements et pour la construction de nouveaux foyers.

LA FORME DES VILLES: Urbanisme et gestion: Tenu jeudi, ce dialogue a porté sur l'historique des problèmes urbanistiques et a examiné les solutions possibles pouvant y être apportées, en se basant sur les contributions du Congrès mondial des urbanistes qui s'est déroulé avant le FUM3. Les conférenciers étaient des représentants des secteurs universitaire, urbanistique et gouvernemental.

Les orateurs ont souligné que la planification technocratique est désormais obsolète et que les outils de planification n'ont pas été en mesure de placer la croissance dans un cadre durable. Ils ont également parlé: de la manière dont les questions environnementales posées aux niveaux mondial et local peuvent être conciliées dans le cadre de l'administration de la ville, des décalages entre les programmes environnementaux des pays en développement et des pays industrialisés, des implications de l'adaptation des meilleures pratiques disponibles dans les pays du Nord aux municipalités des pays du Sud, des traits caractérisant l'urbanisme durable dans les économies en transition, et des principes de base régissant la durabilité basique pris en considération par le Congrès mondial des urbanistes, tels que la planification intégrée, la reconnaissance de la diversité, l'adoption de stratégies en faveur des pauvres et la transparence. Un participant a déploré le fait que ce sont les pauvres qui portent le poids de la dégradation environnementale causée par la surconsommation des riches et a encouragé l'adoption d'une approche plurifonctionnelle dans le domaine de l'urbanisme.

Le débat a porté également sur: l'écart entre la parole et l'action, les problèmes de surconsommation, la nécessité d'une participation plus importante des pauvres et des jeunes; la manière dont les universités devraient intégrer des voies et moyens inédits de concevoir leurs programmes; la responsabilité des médias; et le rôle des secteurs financiers et privés. Les participants ont également entendu un exposé sur la construction de l'éco-ville insulaire de Dontang, en Chine, un modèle de conception qui place la durabilité au centre de l'urbanisme.

ENERGIE: Action locale, répercussions mondiales: Tenu jeudi, ce dialogue a visé à déterminer des options abordables

et réussies en matière d'énergie renouvelable pour les villes, a examiné le rôle de l'industrie et des partenariats entre les secteurs public et privé pour la réalisation de cet objectif et a mis en relief des approches nouvelles dans le domaine du transport urbain durable.



Des participants à la séance de dialogue sur l'énergie

Les conférenciers ont parlé la manière d'encourager l'adoption de modèles moins polluants dans le secteur du transport urbain, y compris à travers l'éducation, le soutien et les réformes fiscales. Un orateur a déclaré que les modèles fondés sur "le pétrole facile" sont en train de s'épuiser et a proposé de recourir, dans un proche avenir, aux technologies des combustibles fossiles propres, la mise au point des sources d'énergie renouvelables. Les orateurs ont également mis en relief: la réduction de l'utilisation de voitures privées, le penchant vers les véhicules dans les pratiques de planification; le fait que les pauvres ont des frais sanitaires plus importants dus à la pollution; et la manière de rendre les villes plus conviviales pour les piétons. Un orateur a déclaré qu'au lieu d'être placé sur le problème des embouteillages, la concentration devrait l'être sur la création de parcs et autres espaces publics.

Les délégués ont souligné l'importance de l'énergie nécessaire à la cuisson alimentaire, pour les pauvres, et ont parlé: de subventions structurelle en faveur des pauvres, de la réorientation des taxes vers les utilisateurs de l'infrastructure, de la mise en place de politiques fiscales appuyant la planification globale, et l'élaboration de mesures permettant d'éviter l'expansion urbaine tentaculaire. Un orateur a mis en exergue l'effort fourni par 300 maires des Etats-Unis pour la concrétisation des objectifs du Protocole de Kyoto, montrant ainsi que les gouvernements locaux peuvent prendre en charge des causes qui ne sont pas à l'ordre du jour des gouvernement nationaux.

SEANCES SPECIALES

Organisées du mardi à vendredi, les séances spéciales du FUM3 ont été consacrées à un Exposé inaugural d'ONU-Habitat portant sur le thème "Richesse des villes: Vers un développement reposant sur les biens pour les régions en voie d'urbanisation", à un dialogue portant sur le thème, «Eau, assainissement et établissements humains», au thème «Rôle des gouvernements locaux: Leadership en matière de durabilité», au thème «Villes du monde: Quel avenir ?» et au thème "De Vancouver à Nanjing."

EXPOSE D'ONU-HABITAT: Richesse des villes: Tenue mardi, cette séance spéciale a consisté en la présentation du Prix 2006 d'ONU-Habitat à John Friedmann, Professeur honoraire à l'Ecole de Planification Communautaire et Régionale de l'Université de la Colombie-Britannique, Canada, qui a ensuite présenté l'exposé inaugural d'ONU-Habitat.

Dans son exposé intitulé "Richesse des villes: Vers un développement reposant sur les biens pour les régions en voie d'urbanisation," Friedmann a fait valoir que la vraie richesse des villes réside plutôt dans le développement endogène progressif des actifs, tels que le patrimoine culturel, les ressources humaines et l'infrastructure, que dans la sollicitation de capitaux extérieurs. Il a déclaré que le rôle du gouvernement consiste à faciliter le développement motivé de l'intérieur, à travers des consultations avec les citoyens.

Les commentateurs ont accueilli favorablement le modèle de construction de villes durables avancé par Friedmann, ont posé la question de savoir si le modèle rendait compte de la réalité des



Conférenciers et participants à la séance spéciale Conférence de l'UN-Habitat: La richesse des villes



Tribune du Triologue sur l'eau, l'assainissement et les établissements humains

conflits et des rivalités entre les communautés et ont encouragé la considération de la manière de concilier les besoins à court terme des villes avec les objectifs à long terme du développement durable.

Le débat qui a suivi a couvert: le rôle des espaces publics; la taille optimum du gouvernement et des villes; les droits des femmes en matière de propriété; la valeur du capital financier en particulier pour les ménages à faibles revenus; et, la manière de prévenir l'exportation des valeurs des régions en développement, comme la "fuite des cerveaux."

TRIALOGUE SUR L'EAU, L'ASSAINISSEMENT ET LES ETABLISSEMENTS HUMAINS: Tenue mardi, cette séance spéciale a regroupé des délégués gouvernementaux issus des échelons national, étatique et local et des représentants des institutions et agences internationales pour débattre des voies et moyens permettant de relever le défi de la fourniture de l'eau et des services d'assainissement aux établissements humains.

Les commentateurs ont parlé du rôle du développement et de la gouvernance de l'infrastructure urbaine et de la coopération entre les agences gouvernementales et les municipalités dans la mise en place de mesures d'encouragement financières et autres pour la prévention de l'expansion tentaculaire des établissements humains illicites et pour assurer l'accès à l'eau et aux services d'assainissements. Plusieurs commentateurs ont mis l'accent sur l'implication du secteur privé, l'un d'eux faisant remarquer que les partenariats entre les secteurs public et privé offrent une expertise en matière de gestion et un niveau de rendement qui ne sont pas toujours disponibles dans le secteur public. Un autre a encouragé la mise en place de partenariats équitables. D'autres commentateurs ont souligné le rôle de l'implication des communautés locales, en particulier des coopératives communautaires.

L'importance de la fourniture de l'accès à l'eau salubre et l'assainissement basique dans la lutte contre la pauvreté a été soulignée, comme l'ont été les questions touchant à la nécessité: du traitement du problème de la mortalité infantile, de la promotion des femmes et de la promotion des investissements en faveur des pauvres dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, dans les villes des pays en développement. Les commentateurs ont également mis l'accent sur: la santé financière des gouvernements locaux, les approches fondées sur le quadrillage des zones urbaines, le développement des capacités de stockage des eaux, la fourniture de l'eau et de l'assainissement basique aux personnes atteintes de VIH/Sida et le rôle des jeunes dans l'amélioration de la prise de conscience.

ROLE DES GOUVERNEMENT LOCAUX: Leadership en matière de durabilité: Cette séance spéciale s'est déroulée mercredi et s'est concentrée sur l'expérience et le leadership des gouvernements locaux dans la poursuite de la durabilité. Elle a entendu est exposés présentés par des maires venus des Pays-Bas, du Burkina Faso, du Brésil et du Canada, ainsi que par ONU-Habitat.

Les maires ont donné un aperçu des travaux accomplis dans leurs villes respectives, dont: une étude devant servir à la réaffectation des ressources et à la prise de décisions politiques à Calgary, Canada, l'établissement d'un réseau des villes de Mercosur, une ligue de villes du Paraguay, du Chili, de l'Argentine, du Brésil, du Pérou et de Bolivie, et un partenariat

de l'administration locale de Ouagadougou, Burkina Faso, avec l'Association internationale des maires francophones et l'organisation locale de la jeunesse pour la conduite d'un travail sur le VIH/Sida. Un maire a suggéré trois principaux thèmes pour les gouvernements locaux: la décentralisation qui garantit l'imputabilité, l'équité, la transparence et la primauté du droit; les services de base pour tous, une condition préalable de l'engagement des citoyens et l'autonomie financière, essentielle pour des prises de décisions rationnelles. Un autre commentateur a souligné le rôle des partenariats dans la fourniture du financement nécessaire à la décentralisation et l'importance de la consultation des citoyens.

Les orateurs ont également souligné que le partenariat va au-delà de la coopération et de la collaboration et ont mis en exergue le partenariat financier entre les gouvernements nationaux et locaux. ONU-Habitat a mis l'accent sur la mise en place de Villes et gouvernements locaux unis comme mécanisme permettant aux élus locaux de s'engager au niveau international.

VILLES DU MONDE: Quel avenir ?: Vendredi, ONU-Habitat a présenté l'édition 2006/7 de *l'Etat des villes du monde*. Le rapport montre que dans les pays en développement, les habitants des taudis sont dans une situation au moins aussi mauvaise que celle dans laquelle se trouvent leurs homologues des zones rurales, et fournit des données montrant qu'un milliard de personnes habitant des bidonvilles sont susceptibles de décéder plus tôt, de souffrir davantage de la faim et des maladies, de parvenir à des niveaux moindres en matière d'éducation et d'avoir moins de chances d'emploi que les citoyens qui n'habitent pas dans des taudis. L'étude documente en outre les évolutions enregistrées dans: la croissance des mégapoles; la dynamique démographique, y compris les nombres croissants des habitants des taudis, l'accès aux services de base, tels que l'eau et l'assainissement, la sécurité foncière et la dégradation environnementale.

Un groupe d'experts des questions urbaines a présenté des exposés sur les principales évolutions et les principaux défis auxquels les villes se trouvent confrontées en ce 21^e siècle. Un exposé a donné un aperçu d'un travail de recherche mené dans les "favelas" ou bidonvilles de Rio de Janeiro où les jeunes s'engagent en faveur de la démocratie et des idéaux participatifs, en dépit de l'augmentation du chômage, de la criminalité et de la violence. Un autre exposé a traité des problèmes environnementaux et sanitaires causés par la croissance rapide des populations urbaines en Chine, en se concentrant sur deux villes dans lesquelles les citoyens exercent sur les gouvernements des pressions pour la réduction de la pollution atmosphérique et des déchets solides à travers la prise de mesures comme la restriction de la circulation des véhicules et l'interdiction de l'usage des sachets plastiques dans le commerce.

Les orateurs ont également encouragé l'arrêt du cercle vicieux dans lequel le non investissement dans le transport public mène à l'augmentation des achats de voitures qui incite à l'investissement dans les réseaux routiers qui, à son tour, rend l'achat de voitures encore plus attrayant; proposé un suivi des relations urbaines, telles que celles entre les squatters et les autorités, et leur utilisation comme indicateurs de progrès; mis en relief le modèle de croissance fondé sur l'efficacité énergétique à travers un transport public subventionné et un urbanisme durable; attiré l'attention sur le problème des changements climatiques; et souligné que la croissance urbaine non planifiée marginalise les gens et peut mener à l'extrémisme.

DE VANCOUVER A NANJING: Vendredi matin, les participants ont pris part à une séance spéciale qui a donné un aperçu des enjeux émergeant du FUM3 qui pourraient être mis de l'avant au FUM4 qui se tiendra à Nanjing, Chine, en 2008. Les commentateurs étaient des représentants des gouvernements nationaux et locaux du Canada, de Chine et de Suède et d'ONU-Habitat.

Les conférenciers et les participants ont abordé: le besoin de donner une dimension locale aux OMD, la participation des groupes sous-représentés, la question de sécurité, la mobilisation



Des conférenciers à la séance spéciale "De Vancouver à Nanjing". G-D: Anna Tibaijuka, UN-Habitat; Michael Harcourt, président du Comité consultatif externe sur les villes et les communautés; Wang Guangtao, ministre chinois de la construction; et Wu Zhiqiang, université de Tongji

des ressources, les gouvernements locaux en tant qu'acteurs internationaux, la création de partenariats et la centralité de la gouvernance urbaine et des approches participatives en matière de planification.

Les participants ont attiré l'attention sur la nécessité: de s'assurer de l'équilibre hommes femmes et de l'équilibre entre les générations au FUM4, d'accorder une attention au développement rural de manière à éviter la poursuite des migrations vers les villes et de relever le défi consistant à édifier des communautés durables.

Les délégués de Chine ont souligné: l'application, dans leur pays, d'une stratégie de développement qui accorde une haute priorité à l'énergie, aux ressources naturelles et à l'environnement; que la Chine partage avec le monde en développement et le monde industrialisé, des défis communs tels que le vieillissement de la population, un exode rural à grande échelle, la pollution et la destruction écologique; et qu'une approche fondée sur la durabilité est nécessaire pour faire face aux conflits causés par la croissance rapide. Les participants ont appris que Nanjing, la ville qui accueillera le FUM4, est en train de poursuivre une stratégie de développement urbain axée sur la durabilité tout en veillant à la protection de son patrimoine culturel et de son environnement et que le thème du FUM4 sera "Villes harmonieuses."

Les participants ont évoqué: le besoin d'un engagement accru du secteur privé, le besoin de soutenir la mobilisation du public, le besoin d'établir des liens de "villes jumelées", la nécessité de passer du stade de la démonstration et de l'étude de cas à celui de la reproductibilité des projets réussis; et la nécessité de mettre à contribution les sciences sociales.

SEANCES DE RESEAUTAGE

Plus de 160 séances de réseautage ont eu lieu durant la semaine, donnant aux participants l'occasion de procéder à des échanges d'idées, d'expériences et de bonnes pratiques dans divers aspects du développement urbain durable. En raison du grand nombre de séances en chevauchement, la couverture assurée par l'IIDD s'est concentrée sur sélection de séances de réseautage tenues mardi et jeudi.

PLANIFIER DES VILLES DURABLES ET PROSPERES: Utilisant Vancouver, Canada, comme étude de cas, cette séance de réseautage organisée par la Ville de Vancouver, mardi, a traité de la planification urbaine et de la durabilité. Les conférenciers ont mis en exergue les défis associés à la croissance rapide et les aspects uniques de Vancouver, notamment, une densité élevée des logements et l'absence d'autoroutes. Ils ont fait état des efforts qui y sont fournis pour diversifier l'économie avec les technologies d'information et les industries créatives, ainsi que les problèmes associés aux réussites, tels que l'exode de résidents à faibles revenus.

Les participants ont abordé une gamme de sujets, y compris, l'établissement d'un bon équilibre entre les espaces résidentiels et les espaces commerciaux et la réussite enregistrée par Vancouver dans la réduction de l'utilisation des automobiles. Les délégués ont encouragé une plus grande équité dans les décisions politiques et la fourniture des services sociaux, mettant en relief l'importance de l'implication des citoyens.



Les conférenciers à la séance de réseautage: Comment intégrer les aspects environnementaux dans la planification stratégique urbaine à long terme

COMMENT INTEGRER LES ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX DANS LA PLANIFICATION STRATEGIQUE URBAINE A LONG TERME:

Organisée par l'Alliance des villes et le PNUÉ, cette séance de réseautage, tenue mardi, a vu de nombreux orateurs traiter des voies et moyens de renforcer les aspects environnementaux dans la planification urbaine. Un délégué a présenté les grandes lignes des résultats d'une étude menée sur les outils appropriés nécessaires à la planification stratégique urbaine, a mis en exergue le concept "éco-ville" et les approches participatives qui y sont associées. Un autre a partagé des expériences vécues par les plus grandes villes de l'Inde dans le traitement des lacunes dans le domaine de la fourniture des services urbains.

Des participants ont souligné la nécessité d'un nouveau paradigme urbain et ont suggéré que les villes soient conçues et gérées en utilisant les écosystèmes naturels comme modèles. Au cours du débat qui a suivi, les délégués se sont concentrés sur: la création d'un leadership politique, la mesure de la valeur des investissements environnementaux, l'investissement dans l'être humain, la planification à long terme et l'action immédiate, la valorisation des cycles de vie, la transformation des modes d'utilisation des sols, la réduction de la demande en matière de transport, l'amélioration de l'efficacité de l'énergie et la communication avec les organisations de base.

LES CONFLITS RELATIFS AUX SERVICES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT POUR LES PAUVRES DES REGIONS URBAINES:

Tenue mardi et organisée par l'Agence canadienne du développement international (ACDI) et l'Agence suédoise du développement international (ASDI), cette séance de réseautage s'est concentrée sur les questions de l'eau et de l'assainissement, avec des études de cas présentées par l'Inde, l'Afrique du sud, le Zimbabwe et le Vietnam. Le débat qui a suivi a mis en relief: les défis particuliers entourant la fourniture des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement pour les pauvres des zones urbaines dans les pays en développement, l'importance de la planification intersectorielle, l'organisation des sans terre, les avantages et les bénéficiaires de l'augmentation de la valeur des terres découlant des nouveaux services et, les différents types de redevances et les mécanismes de coordination.

Les participants ont parlé de l'importance d'être neutre, averti et sensible dans le rétablissement de la confiance entre toutes les parties et ont indiqué qu'il arrive parfois que le conflit soit dû au manque d'information. Il a été également souligné que les pauvres ne peuvent pas toujours se permettre d'être impliqués dans des processus consultatifs.

FINANCES PUBLIQUES LOCALES ET

DECENTRALISATION: Tenue mardi et organisée par l'Association internationale des maires francophones, cette séance de réseautage s'est concentrée sur la mobilisation de revenus pour les administrations municipales dans les pays en développement. Les conférenciers ont présenté des études de cas menées au Cameroun, au Niger et au Sénégal.

La débat a été axé sur l'importance des mesures d'encouragement fiscales, la promotion des gouvernements locaux de manière à ce qu'ils puissent adopter des systèmes d'information géographique, et le potentiel des connections entre les grands organismes de financement et les réseaux de microfinancement. Un délégué a souligné l'importance d'établir des liens entre les maires et les organismes internationaux et a encouragé la Banque mondiale à financer de manière directe les administrations municipales. Un autre a mis en relief le transfert des technologies, les partenariats entre les secteurs public et privé et les possibilités de mettre en place des programmes d'échange internationaux pour les employés municipaux.

DONNER UNE DIMENSION LOCALE AUX ODM:

Organisée, mardi, par le Programme africain de gouvernance locale, cette séance de réseautage s'est penchée sur le besoin de développer les compétences au sein des gouvernements locaux en Afrique, pour que l'égalité des sexes devienne pratique courante et que l'autonomie des femmes soit accrue. Des conférenciers du Ghana et du Mali ont parlé de la nécessité de la promotion des femmes de manière à leur permettre de participer dans le gouvernement, soulignant qu'il n'existe pas d'obstacles législatifs et que parmi d'autres barrières il y a lieu de citer les restrictions causées par les croyances culturelles et les traditions, la pauvreté et les maladies.

Les participants se sont répartis en sous-groupes pour examiner: l'acquisition des données nécessaires au traitement des questions de spécificité des rôles des hommes et des femmes, la mobilisation d'un soutien en faveur de l'égalité des sexes, la mise en application de politiques tenant compte de la spécificité des sexes, la planification de l'affectation des ressources et la promotion de l'égalité des sexes au-delà du cercle des autorités gouvernementales locales. Les recommandations formulées ont englobé: le besoin d'éviter les hypothèses d'homogénéité dans les rangs des autorités gouvernementales locales, la nécessité d'inclure à la fois les femmes et les hommes, et la promotion de la prise en considération des questions de spécificité des sexes comme étant un programme national et non un ordre du jour politique. Les participants ont souligné que la promotion des femmes conduira à la réussite des efforts consistant à donner une dimension locale aux OMD.

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LES VILLES DU

SUD: Organisé par l'Institut international de l'environnement et de développement et l'Agence suédoise du développement international, cette séance de réseautage s'est penchée sur les questions de réduction des gaz à effet de serre et de réduction des risques urbains dans un monde qui se réchauffe. Soulignant que le changement climatique pose la menace la plus importante qui pèse sur les pauvres, le modérateur a introduit des études de cas menées au Sénégal, au Bangladesh et au Kenya.

Les commentateurs: ont souligné que des facteurs naturels et anthropiques exacerbent les risques causés par les crues, ont décrit les efforts fournis pour atténuer les risques causés par les problèmes sanitaires associés aux crues, ont examiné les risques associés à la contamination des ressources en eau douce par les eaux salées, ont attiré l'attention sur la nécessité de fournir aux gens des incitations pour quitter les zones à risques, ont suggéré que les normes des constructions soient changées de manière à devenir adaptées aux conditions climatiques futures, notamment l'augmentation des températures et de l'humidité, et ont encouragé le passage aux sources d'énergie renouvelables rudimentaires.

DEVELOPPER UN MODELE: Organisée, mardi, par Femmes et villes international, cette séance s'est focalisée sur l'égalité des sexes et sur la participation des femmes dans les processus décisionnels.

Des conférenciers issus de villes situées au Canada, au Vietnam, aux Philippines et au Mexique ont donné aux participants un aperçu des différentes initiatives lancées par les administrations locales. Ils se sont concentrés sur: les problèmes rencontrés par les femmes vivant dans les zones urbaines, en particulier dans les domaines du transport et de l'assainissement,



Des conférenciers à la séance de réseautage d'Habitat JAM

l'importance de la mise en place d'une législation en faveur de l'égalité des sexes et, le rôle des programmes de formation et d'éducation ciblant les filles pauvres et visant à leur fournir des aptitudes professionnelles et la capacité de se protéger contre les abus et la violence. Les délégués ont également souligné l'importance de la volonté politique, des plans d'action et de l'imputabilité.

INTEGRER LES PREOCCUPATIONS MONDIALES DANS LA GESTION URBAINE EN ASIE:

Au cours de cette séance de réseautage organisée, mardi, par l'Institute for Global Environmental Strategies, les conférenciers ont décrit le rôle des villes dans la relève du défi de la durabilité, faisant remarquer que bien que les villes aient contribué au problème posé à la durabilité, elles disposent également de potentialités leur permettant d'apporter des solutions. Il a été souligné que les villes nécessitent une assistance dans le domaine des bonnes pratiques en matière d'utilisation des sols, de transport, d'énergie, d'environnement et de planification économique, pour laisser derrière elles les erreurs passées de l'industrialisation.

Les études de cas présentées ont souligné la croissance démographique galopante et la croissance économique rapide qui ont donné lieu à une consommation massive et à un développement non viable à Bangkok, en Thaïlande, et la mise en place de plans efficaces d'économie d'électricité à Kawagoe, au Japon. Les délégués ont appelé à un passage à des constructions et une infrastructure plus écologiques, à une gestion intégrée des eaux et des déchets, à un recours aux sources d'énergie renouvelables, à l'amélioration de la densité urbaine et à l'amélioration de la prise de conscience des problèmes environnementaux.

HABITAT JAM: Habitat JAM est un programme de communication du FUM3 dans le cadre duquel 39000 participants de 158 pays se sont regroupés pour une session de réseautage de trois jours sur l'Internet, pour procéder à un échange d'idées sur la manière de résoudre quelques-unes des questions urbaines cruciales posées dans le monde.

Jeudi, ONU-Habitat et IBM ont organisé une séance de réseautage d'Habitat JAM, consacrée à l'échange des expériences vécues dans le cadre de cette approche innovante. Les délégués ont souligné la nature démocratique du JAM, ont appelé à en faire un événement annuel ou biennuel, avec des thèmes focalisés et des groupes cibles, et ont suggéré qu'il puisse progresser pour devenir un événement de conférence vidéo mondiale. Un représentant communautaire a déclaré que de nombreux habitants des taudis sont analphabètes en informatique, mais que le JAM a donné une voix aux pauvres des zones urbaines.

Les participants ont souligné en outre le soutien financier de la participation de la communauté du JAM et ont avancé de nombreuses suggestions visant à s'assurer de la durabilité de l'initiative, mettant en exergue le défi consistant à trouver le moyen de connecter les aspirations des pauvres des zones urbaines exprimées durant le JAM avec les actions de suivi des décideurs politiques. Les délégués ont appelé à une réédition de Habitat JAM au FUM4.

CULTURE DES VILLES INCLUSIVES: Tenue jeudi, cette séance de réseautage organisée par International Network of Resource Centres on Urban Agriculture and Food Security, a exploré le thème de l'agriculture urbaine à travers la présentation de quatre études de cas menées au Zimbabwe, au Pérou, au Sri Lanka et au Sénégal.

Les orateurs y ont décrit les réussites enregistrées dans l'introduction de l'agriculture urbaine dans leurs municipalités, y compris la sécurité alimentaire et la conversion des villes à l'approche écologique. Ils ont fait état des potentialités dont disposent les pauvres des zones urbaines pour assurer leur sécurité alimentaire grâce à l'agriculture, ont mis en garde contre la perception des mondes rural et urbain comme étant des entités séparées et ont encouragé l'adoption d'une approche participative dans les processus décisionnels. Un délégué a déclaré que certaines villes résistent à l'introduction de l'agriculture urbaine à cause des risques sanitaires qui y sont perçus et de la compétition pour les terres et pour les ressources. Un autre a décrit la manière dont une administration locale a apporté son soutien à l'agriculture urbaine, en en faisant une partie intégrale de l'économie urbaine, au lieu d'une activité marginale.

Le débat a mis en exergue les avantages de l'utilisation des eaux usées dans l'agriculture urbaine, notamment, l'amélioration de la nutrition, la résistance aux sécheresses et l'évitement des produits agro-chimiques. Les participants ont également discuté: des stratégies permettant de parvenir à la reconnaissance juridique de l'agriculture urbaine; des avantages associés à la baisse de l'utilisation des combustibles fossiles et des pesticides et à l'amélioration de la diversification de la diète; du maraîchage sur les terrasses; du biofiltrage des eaux usées avant leur utilisation dans l'agriculture; de la perte des terres arables au profit de l'expansion urbaine; et de la logistique de la production alimentaire de subsistance en milieu urbain.

RENFORCER LES DECISIONS POUR LES ENERGIES PROPRES DANS 213 PAYS A TRAVERS LE MONDE:

Au cours de cette séance de réseautage tenue jeudi et organisée par Natural Resources Canada, CANMET Energy Technology Centre et RETScreen International, Alexandre Monarque, Natural Resources, Canada, a présenté le logiciel RETScreen, un logiciel d'analyse des projets d'énergies propres, conçu pour aider les villes à mieux répondre aux demandes en matière d'énergie, dans le futur, et à mettre en œuvre des projets axés sur l'énergie renouvelable et sur l'efficacité énergétique. Le conférencier a souligné que plus de 80000 personnes dans 213 pays utilisent cet outil.

Il a souligné que RETScreen réduit les coûts des études de faisabilité préalables et fournit une plate-forme commune pour les discussions entre les décideurs politiques et les régulateurs, les urbanistes, les bailleurs de fonds, les promoteurs et les fournisseurs de produits. Monarque a décrit comment, du fait qu'il soit disponible en plus de 20 langues, RETScreen peut faciliter le dialogue entre les pays. Il a procédé à une démonstration du logiciel RETScreen et a montré comment il détermine et évalue la viabilité des projets potentiels. Il a fait état des nombreux facteurs qui affectent la viabilité des projets, soulignant l'importance de l'épargne pour les utilisateurs et précisant que RETScreen est mis à disposition sur l'Internet, à titre gracieux.

SMART URBAN FABRICS – UN CONCOURS INTERNATIONAL D'IDEES POUR DES VILLES NE DEPENDANT PAS DU PETROLE:

Au cours de cette séance de réseautage tenue jeudi, le ministre suédois du développement



Des commentateurs et des participants à la séance de réseautage sur le lancement d'un concours mondial d'idées pour des villes ne dépendant pas du pétrole, "Smart Urban Fabrics Beyond Oil"

durable (MDD), a annoncé le lancement de l'initiative suédoise "Smart Urban Fabrics Beyond Oil," portant sur un concours d'idées nouvelles permettant de dégager des solutions énergétiques compatibles avec la croissance économique durable. Le concours consiste en la production et la présentation d'une proposition de développement pour une ville ne dépendant pas du pétrole, en accordant une attention à la forme urbanistique, aux transports, à l'infrastructure et au mode de vie citoyen. Chaque proposition sera jugée sur sa réussite dans la manière de décrire la transition de la ville de sa situation actuelle à une situation future meilleure, à un horizon situé entre 2030 et 2050. Les gagnants seront annoncés au FUM4, à Nanjing, Chine, en 2008

Il a été souligné que partout dans le monde, les villes se trouvent face au défi consistant à trouver des solutions durables au problème énergétique pour les domaines du transport et autres activités consommatrices d'énergie ainsi que pour le mode de vie citoyen, d'une manière générale. Plusieurs participants ont fait part de leur appui à ce concours, en signalant que l'énergie et, en particulier, l'énergie destinée à l'usage domestique, figure en bonne place dans le programme d'ONU-Habitat.

LES POLITIQUES URBAINES ET LE DROIT A LA VILLE: Cette séance de réseautage tenue jeudi et organisée par l'UNESCO, s'est concentrée sur les questions de bonne gouvernance et de démocratie locale. Les délégués ont encouragé le passage de l'approche fondée sur les besoins, à une approche fondée sur les droits, dans le domaine de l'urbanisme, et ont décrit des initiatives internationales et nationales entreprises dans le domaine du développement du concept du «droit à la ville»: le droit de tous les habitants de la ville de jouir pleinement de la vie urbaine avec tous ses services et avantages.

Des conférenciers du Brésil et du Canada ont parlé de leurs expériences dans la mise en application du concept du "droit à la ville," mettant en relief l'implication du public dans l'élaboration des initiatives. Les délégués ont présenté leurs réflexions sur le rôle de la société civile, en particulier les groupes de femmes et les conseils interreligieux locaux. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont mis l'accent sur: les droits et l'intégration des communautés autochtones urbaines; le comblement du fossé entre les droits déclarés et la réalité; et la nécessité d'une focalisation plus importante sur les politiques à mettre en place et les soutiens à mobiliser.

JOURNAL DE LA VIE DANS LES TAUDIS: Organisée par Television Trust for the Environment et le National film board of Canada (NFB), cette séance de réseautage a mis en présence des habitants des bidonvilles, des metteurs en scène, des bailleurs de fonds potentiels et des télédiffuseurs pour un débat sur le rôle des médias participatifs dans les changements sociaux. Les conférenciers: ont appelé les délégués à "se servir de l'art comme d'un marteau", ont souligné l'importance de la transformation de l'image que se font d'elles-mêmes les personnes qui vivent dans des établissements non conventionnels; ont indiqué que les points de vues des habitants des taudis, en particulier, des jeunes, ont besoin d'être mieux reflétés dans les grands médias; ont expliqué l'importance de réalisation de documentaires pour la création d'un sens auto-identitaire et de reconnaissance de soi chez les habitants des établissements non conventionnels; et ont souligné le rôle de plus en plus important des sites sur la toile.

Dans le débat qui a suivi, les délégués: ont parlé du soutien et de la documentation de l'historique à travers les films; ont souligné l'importance de montrer les effets de la réalité vue de près des projets multimédia aux bailleurs de fonds; ont appelé à la création d'opportunités de stages de formation; et se sont enquis de la manière dont les documentaires réalisés par les habitants des bidonvilles pourraient être mis à disposition dans des archives de dimension mondiale.

LOGEMENTS ET VIH/SIDA EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE ET DANS LES COLLECTIVITES AUTOCHTONES:

L'objectif de cette session de réseautage, tenue jeudi et organisée par Housing People of Zimbabwe, Lu'ma Native Housing Society et Rooftops Canada, consistait à parvenir à une meilleure compréhension de l'impact du VIH/Sida sur l'habitat. Les conférenciers ont souligné l'importance



Des petits groupes apprenant des méthodes de formation pour aider les groupes communautaires à réfléchir sur les implications du VIH/sida

de l'amélioration de la prise de conscience, de l'adoption d'une approche globale et de la création de réseaux pour aider les coopératives à faire face aux problèmes ardues tels que l'héritage et l'incapacité de fournir des soins de santé à domicile aux sans-abri atteints de VIH/Sida.

Les participants se sont répartis en groupes plus petits qui, au terme de leurs travaux, ont présenté des rapports sur les effets du VIH/Sida sur leurs organisations et sur les réponses potentielles. Au sujet du traitement des effets émotionnels et financiers, les participants ont recommandé: l'élaboration d'une stratégie pour la satisfaction des besoins de base à tous les niveaux administratifs; la garantie du soutien culturel et spirituel; l'établissement des droits de propriété; la fourniture d'un assortiment de logements; et la sensibilisation du public au sujet du VIH/Sida.

Au sujet du traitement des besoins physiques, les participants ont recommandé la fourniture: d'un habitat stable et sûr; de réseaux alimentaires et sociaux; et d'un dispositif de conseil pour les patients et les soignants. Les délégués ont également recommandé l'élaboration de politiques d'habitat intégrant le VIH/Sida et l'établissement de liens avec les organisations dotées d'une expertise appropriée. Ils ont encouragé ONU-habitat à fournir davantage d'efforts pour la reconnaissance du lien direct entre le VIH/Sida et le logement.

RESEAUX DE VILLES: Axée sur le thème des réseaux des villes en tant que «locomotives de la durabilité urbaine», cette séance de réseautage organisée, jeudi, par Latin American Federation of Cities, Municipalities and Associations of Local Governments et le Centre de recherche pour le développement international, a été animée par des conférenciers venus du Brésil, du Guatemala et de Colombie. Les délégués ont décrit la coopération établie avec les autorités locales dans le domaine du développement économique et social de leurs villes, la nécessité d'une gestion des risques à travers les réseaux de villes et l'importance de la coopération transfrontière.

Dans le débat qui a suivi, les participants ont demandé des précisions sur la mécanique de la formation des réseaux, en particulier, entre les jeunes et les communautés autochtones, et sur leur rôle éventuel dans la normalisation des politiques et réglementations municipales. Des délégués ont souhaité avoir des éclaircissements sur le rôle des réseaux et des accords commerciaux dans le développement durable. Il a été souligné que le réseautage doit être équitable et que réseaux et accords commerciaux ne réussiront que s'ils sont au service du développement commun.

GOUVERNANCE INCLUSIVE EN ZONES URBAINES DE CONFLITS:

Tenue jeudi et organisée par la London School of Economics and Political Science et Crisis States Research Centre, cette séance de réseautage a présenté les conclusions d'une étude menée sur la question de savoir pourquoi certains pays s'effondrent dans la période postérieure au conflit, tandis que d'autres parviennent à résister et à se reconstruire. Les



Les conférenciers à la séance de réseautage sur la réalisation des cibles 7/11 des OMD dans les pays asiatiques

participants ont fait part de leurs observations sur ce qui marche et ce qui ne marche pas dans le contexte de la coopération multisectorielle dans les villes, dans les périodes postérieures aux conflits. Rappelant les expériences tirées de Freetown, de Sierra Leone et de Kabul, Afghanistan, Daniel Esser, LSE, a souligné que la coopération locale sur les questions de sécurité réussit lorsqu'elle est élaborée sur la base des problèmes à traiter et concentrée sur l'aspect de la sécurité humaine et que les villes sont en train d'habiliter les environnements à franchir les frontières ethniques, et d'encourager une collaboration plus importante.

Un délégué a parlé de la manière dont la "la forme" architecturale affecte le renforcement des institutions et de la démocratie et a mis en exergue l'importance de l'art dans l'établissement de la coopération dans les villes sorties des conflits. ONU-Habitat a annoncé le lancement d'un nouveau programme en coopération avec la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie-Pacifique, pour l'élaboration d'une approche de la sécurité urbaine applicable en Asie.

ATTEINDRE LES CIBLES 7/11 DES OMD DANS LES PAYS ASIATIQUES: Au cours de cette séance de réseautage tenue jeudi et organisée par ONU-Habitat, les participants se sont concentrés sur la cible 11 des OMD, appelant à une amélioration importante des conditions de vie de 100 millions d'habitants des taudis, d'ici 2020. Les conférenciers ont présenté des études de cas sur la réinstallation des habitants des taudis aux Philippines et sur le programme d'allègement de la pauvreté urbaine au Bangladesh. Le débat a mis également en lumière le rôle des institutions de microfinancement dans le soutien de la réduction de la pauvreté et le développement économique local, comme démontré en Indonésie.

Les participants ont entendu des détails sur les activités menées dans les domaines: de la création de capacités locales, des politiques de développement de l'habitat, du renforcement du soutien apporté par l'administration municipale aux projets d'amélioration des logements sociaux destinés aux pauvres; l'affectation de fonds de responsabilité sociale à des programmes de logements sociaux, par les entreprises privées et étatiques et l'encouragement des institutions de microfinancement à fournir des prêts logement et à faire de ce créneau une partie intégrante de leurs activités.

CLOTURE DU FORUM

La séance de clôture, tenue vendredi en fin de matinée et début d'après-midi, était modérée par Brock Carlton, Fédération des municipalités canadiennes, et a englobé une plénière et une cérémonie de clôture.

PLENIERE DE CLOTURE: Le coprésident du FUM3, John Pombe Magufuli, ministre tanzanien de l'habitat et de l'aménagement du territoire, a présenté le Rapport du FUM3. Il a

précisé que le Groupe consultatif du FUM3 a entériné le Rapport qui sera soumis à la directrice générale d'ONU-Habitat. Il a clos son intervention en offrant à Lois Jackson, président, Greater Vancouver Regional District, une sculpture de Makonde tanzanien symbolisant la solidarité.

Pierre Sané, directeur général adjoint, UNESCO, parlant au nom du directeur général de l'UNESCO, Koichiro Matsuura, a encouragé les délégués à traduire les engagements globaux pris au FUM3 en actions locales. Il a déclaré qu'en tant que forum, le FUM n'a pas de "clôture" réelle et qu'il continuera lorsque les délégués retourneront chez eux. Il a posé le défi de faire en sorte que les promesses de la Déclaration universelle de 1948 sur les Droits de l'Homme se concrétisent pour plus de la moitié de l'humanité.

Représentant le secteur privé, Kim Jawanda, Terra Housing, a appelé à la résolution des problèmes entravant la durabilité urbaine, au moyen de solutions fondées sur la loi du marché et sur des partenariats avec le secteur privé. Elle a mentionné l'importance des partenariats des secteurs privé et public et des communautés, comme moyen de fournir aux pauvres des logements et des services d'approvisionnement en énergie et en eau abordables.

Parlant au nom des jeunes, Mernosh Tajhizadeh, Quebec Youth, a présenté la Déclaration du Forum mondial de la jeunesse, tenu juste avant le FUM3, dans lequel des jeunes du monde entier ont partagé leurs idées et leurs vues sur les stratégies de développement urbain. Elle a souligné la nécessité de mobiliser et d'engager les jeunes en tant que ressource communautaire, souligné le rôle des autorités locales à cet égard et appelé à l'établissement d'un fonds fiduciaire de la jeunesse et d'un conseil des jeunes sur la durabilité.

John Kaputin, secrétaire général, African, Caribbean and Pacific (ACP) Group, a parlé des efforts fournis par le groupe ACP pour l'éradication de la pauvreté, la contribution au développement durable des villes et la mise en application des OMD concernant la santé, l'éducation et l'amélioration des taudis.

Les participants ont ensuite entendu des déclarations de clôture présentées par des partenaires d'ONU-Habitat. Représentant la société civile, Mariam Sow, ENDA Tiers Monde, a reconnu les nombreuses initiatives urbaines, mais a fait état de la continuation des problèmes d'exclusion économique et sociale. Elle a souligné qu'il est impossible d'avoir des villes vivables sans un développement rural durable et a exprimé son espoir de voir l'Afrique accueillir le FUM5.

Représentant les femmes, Ana Lucy Bengochea, Garifuna Emergency Committee of Honduras, a souligné que les organisations de base féminines ont participé au FUM3 non comme des bénéficiaires mais en tant que



Anna Tibaijuka, directrice exécutive, UN-Habitat

leaders, penseurs, innovateurs et enseignants engagés et mobilisés. Elle a affirmé qu'en faisant des femmes des partenaires égales dans le développement urbain, "nous concrétiserons les OMD et beaucoup plus que cela."

Wang Guangtao, ministre chinois de la construction, a présenté, au nom du gouvernement de la république populaire de Chine, une invitation au FUM4 qui se tiendra à Nanjing, Chine, en 2008.



James Moore, secrétaire parlementaire auprès du ministre des travaux publics, Canada

Dans sa déclaration de clôture, la directrice exécutive d'ONU-Habitat, Tibaijuka, a remercié le gouvernement du Canada pour l'accueil réservé au FUM3 et a salué la Ville de Vancouver en tant que modèle de durabilité et d'inclusion. Elle a fait part de sa satisfaction à l'égard de la coopération et du dialogue international de haute qualité qui ont présidé aux travaux du FUM3, signalant au passage que l'auditoire y était quarante pour cent plus nombreux que prévu, avec la participation des pays en développement et des pays industrialisés. Elle a mis en relief les changements de

paradigme survenus ces 30 dernières années dans les questions urbaines et a indiqué que la réussite future est tributaire de l'édification de partenariats entre les communautés, le secteur privé et les gouvernements locaux et nationaux. Elle a précisé que les idées dégagées du FUM3 seront présentées à la 21^e session du Conseil d'Administration d'ONU-Habitat qui se tiendra à Nairobi en 2007.

Lois Jackson a souligné que l'exode rural est causé à la fois par l'absence d'opportunités dans les zones rurales et par l'attrait exercé par les villes et a encouragé chacun des participants à choisir une action concrète à mettre en œuvre à son retour au pays.

James Moore, secrétaire parlementaire auprès du ministère des travaux publics, Canada, a mis en exergue la contribution des agences canadiennes dans le travail de développement et a appelé les participants à puiser dans la diversité culturelle en passant des idées à l'action. Il a clos officiellement le Forum à 13:20.

Rapport du FUM3: Le Rapport donne un aperçu général des travaux du FUM3. Il souligne une convergence sur nombre de suggestions avancées pour l'avenir, dont: la nécessité pour l'ensemble des acteurs urbains de travailler davantage, le besoin d'un leadership municipal caractérisé par la prise de risques et l'innovation, la nécessité de partenariats inclusifs, et l'impératif de la transparence et de l'imputabilité. Il met en exergue l'unité des points de vue entre les pays industrialisés et les pays en développement, que la durabilité est le principal défi posé aux villes.

Le rapport identifie plusieurs thèmes émergents dont, entre autres, la nécessité:

- d'une planification de la croissance démographique urbaine galopante;
- de la création de coalitions consacrées au traitement des besoins des pauvres des zones urbaines;
- de l'accroissement des ressources financières destinées au développement durable de l'infrastructure;
- d'un passage de la dépendance du financement international pour le développement aux marchés des capitaux locaux;
- du recours à la planification en tant qu'outil au service du développement urbain durable;
- du comblement du fossé entre les engagements pris par les gouvernements et leurs actions visant à réaliser les OMD dans les villes; et
- de l'adoption de stratégies reconnaissant les besoins particuliers des femmes, des jeunes et des handicapés.

Le rapport souligne enfin que la réussite du FUM3 réside non dans les déclarations officielles mais dans les enseignements tirés des échanges d'expériences, et que l'ONU-Habitat fera parvenir les conclusions du Forum à son Conseil d'administration et, à travers lui, à l'Assemblée générale de l'ONU, accompagnées d'un appel au renforcement de la durabilité urbaine.

REUNIONS A VENIR

DEUXIEME CONFERENCE INTERNATIONALE SUR L'ANALYSE QUANTITATIVE DE L'ECO-EFFICACITE DE LA DURABILITE: Cette conférence se tiendra du 28 au 30 juin 2006 à Egmond aan Zee, aux Pays-Bas. Elle se penchera sur des thèmes tels que: les applications et les contacts des usagers; la philosophie, les concepts et les outils de quantification; le cadre des méthodologies; la modélisation et les méthodes opérationnelles; les motivations et les forces motrices; et, le consensus et la normalisation. Pour plus de précisions, contacter: Eco-Efficiency Secretariat; tel: +31-71-527-7477; e-mail: ee-conf@eco-efficiency-conf.org; Internet: <http://www.eco-efficiency-conf.org>

EDITION 2006 DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LES FOURS ET LA CUISSON ALIMENTAIRE A L'ENERGIE SOLAIRE: Organisée par Solar Cookers International et Terra Foundation, cette conférence prévue du 12 au 16 juillet 2006 à Grenade, en Espagne, procédera à des échanges d'expériences pour l'accélération de l'accès à la cuisson alimentaire, à la purification de l'eau et aux applications de transformation alimentaire en rapport, utilisant l'énergie solaire. La conférence examinera les exigences, les coûts et les avantages de diverses technologies de cuisson alimentaire à l'énergie solaire. Pour plus de précisions, contacter: e-mail: solar@terra.org; Internet: <http://www.solarconference.net>

SOMMET DU G8: Le Sommet annuel du Groupe des huit (G8) se tiendra à Saint Petersburg, en Fédération de Russie, du 15 au 17 juillet 2006 et l'un de ses principaux thèmes sera la sécurité énergétique mondiale. Pour plus de précisions, contacter: Sergei Yurievich Vyazalov, Organizing Committee Secretariat; fax: +7 495 206 4822; e-mail: vyazalov_sy@gov.ru; Internet: <http://en.g8russia.ru>

CONFERENCE BIANNUELLE DE L'INITIATIVE AIR PROPRE POUR LES VILLES D'AMERIQUE LATINE DANS LE DOMAINE DU TRANSPORT DURABLE: Coprésidée par l'administration de la ville de São Paulo et la Banque mondiale, cette conférence aura lieu à São Paulo, au Brésil, du 24 au 27 juillet 2006. La réunion contribuera à l'élaboration et à la mise en œuvre de la composante régionale du Projet pour un transport régional durable du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), qui englobe un certain nombre d'activités transversales portant sur l'échange d'informations et le renforcement des capacités, ainsi que l'élaboration et la dissémination de méthodologies, d'outils et d'indicateurs pour le suivi et l'évaluation. Pour plus de précisions, contacter: Clean Air Initiative, World Bank; tel: +1-202-458-0859; fax: +1-202-676-0977/8 e-mail: Clean_Air@worldbank.org; Internet: http://www.cleanairnet.org/lac_en/1415/article-70393.html

SOMMET 2006 SUR LA GESTION DES DECHETS: Le sommet se réunira du 25 au 27 juillet 2006 à Johannesburg, en Afrique du sud. Pour plus de précisions, contacter: International Quality and Productivity Center; Internet: <http://www.iqpc.co.za/SA-228>

HUITIEME SESSION DU COMITE SPECIAL POUR UNE CONVENTION INTERNATIONALE EXHAUSTIVE ET INTEGRALE SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DES DROITS ET DE LA DIGNITE DES HANDICAPES: La huitième session du Comité spécial se déroulera du 14 au 25 août 2006 au siège des Nations Unies à New York. Elle procédera à la discussion des propositions avancées en faveur d'une convention internationale exhaustive et intégrale, consacrée à la promotion et à la protection des droits et de la dignité des handicapés, sur la base d'une approche globale dans le travail accompli dans les domaines du développement social, des droits de l'Homme et de la non-discrimination, et de la prise en compte des recommandations de la Commission des Droits de l'Homme et de la Commission du développement social. Pour plus de précisions: UN Global Programme on Disability; tel: +1-212-963-0111; e-mail: enable@un.org; Internet: <http://www.un.org/esa/socdev/enable/rights/ahc8.htm>

IX CONGRES MONDIAL SUR L'ENERGIE

RENOUVELABLE: Ce congrès aura lieu à Florence, en Italie, du 19 au 25 août 2006 et sera consacré au traitement des questions de la conversion de la biomasse, des technologies des cellules fonctionnant au fuel et à l'hydrogène, de l'énergie, de la réduction de la pauvreté et de la spécificité des rôles des hommes et femmes. Pour plus de précisions, contacter: World Renewable Energy Congress; tel: +44-1273-625-643; fax: +44-1273-625-768; e-mail: asayigh@netcomuk.co.uk; Internet: <http://www.wrenuk.co.uk/wrecix.html>

TROISIEME ASSEMBLEE DU FEM: La troisième réunion de l'Assemblée du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) se tiendra à la Ville du Cap, Afrique du sud, les 29 et 30 août 2006. En tant que principal organe d'administration du FEM, l'Assemblée tracera l'ordre du jour et le programme de travail des années à venir. Pour plus de précisions, contacter: GEF Secretariat; tel: +1-202-473-0508; fax: +1-202-522-3240/3245; e-mail: assembly@thegef.org; Internet: http://www.gefweb.org/participants/Assembly/3rd_Assembly/3rd_assembly.html

SEMINAIRE 2006 POUR UNE MEILLEURE QUALITE DE L'AIR: Prévue du 13 au 15 septembre 2006 à Yogyakarta, en Indonésie, ce séminaire traitera des questions touchant à la gestion de la qualité de l'air, en particulier, en Asie. Pour plus de précisions: Ridwan Tamin, Ministry of Environment, Indonesia; tel: +62-21-8591-1207; e-mail: ridwan@menlh.go.id; Internet: <http://www.baq2006.org>

DIALOGUE DE HAUT-NIVEAU SUR LA MIGRATION INTERNATIONALE ET LE DEVELOPPEMENT: Cette réunion de haut niveau aura lieu les 14 et 15 septembre 2006 au siège de l'ONU, à New York, en marge de la 61^e session de l'Assemblée générale de l'ONU. L'objectif de ce dialogue consiste à examiner les aspects multidimensionnels de la migration internationale et du développement, en vue de déterminer les voies et moyens appropriés permettant d'optimiser les avantages de son développement et de réduire au minimum ses effets négatifs. L'événement se focaliserait également sur des thèmes d'ordre politique, notamment, les difficultés rencontrées dans la réalisation des objectifs convenus à l'échelle internationale, y compris les OMD. Pour plus de précisions, contacter: Hania Zlotnik, UN Population and Development Division; tel: +1-212-963-3179; fax: +1-212-963-2147; e-mail: zlotnik@un.org; Internet: <http://www.un.org/esa/population/hldmigration/index.html>

PREMIERE REUNION INTER-AMERICAINE DES MINISTRES ET AUTORITES DE HAUT NIVEAU CHARGES DU DEVELOPPEMENT DURABLE: Organisée par l'Organisation des Etats Américains (OEA), cette réunion aura lieu à Santa Cruz de la Sierra, en Bolivie, les 5 et 6 octobre 2006. Les participants procéderont à l'identification et à l'avancement de partenariats concrets aux niveaux régional et hémisphérique, aux fins d'intégrer les considérations environnementales dans les politiques de développement, de l'allègement de la pauvreté et les politiques économiques et sociales. La réunion prendra en ligne de compte les progrès accomplis dans la mise en application du développement durable et identifiera les opportunités de coopération spécifiques entre les Etats membres de l'OEA. Pour plus de précisions, contacter: Joaquin Tamayo, OAS; tel: +1-202-458-3506; fax: +1-202-458-3560; e-mail: JTamayo@oas.org; Internet: http://www.oas.org/dsd/MinisterialMeeting/ReunionInterAm_eng_v1.htm

QUINZIEME SESSION DE LA COMMISSION DU DEVELOPPEMENT DURABLE: La CDD-15 se déroulera au siège des Nations Unies à New York, du 30 avril au 11 mai 2007. La CDD-15 sera une "Année de Politique" pour décider des mesures à prendre pour accélérer et mobiliser l'action nécessaire au dépassement des obstacles et contraintes qui entravent l'application des mesures et la réalisation des objectifs dans les domaines de l'énergie pour le développement, de la lutte contre la pollution de l'air/atmosphère, des changements climatiques et du développement industriel. Pour plus de précisions, contacter: UN Division for Sustainable Development; tel: +1-212-963-8102; fax:

+1-212-963-4260; e-mail: dsd@un.org; Internet:

<http://www.un.org/esa/sustdev>

VINGT-ET-UNIEME SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'ONU-HABITAT: La vingt-et-unième session du Conseil d'administration d'ONU-Habitat est prévue à Nairobi, au Kenya, au printemps 2007. Les dates de cette réunion seront fixées par le Comité des Représentants Permanents d'ONU-Habitat, en consultation avec la directrice exécutive et le Président de la CD. Pour plus de précisions, contacter: Information Services Section, ONU-Habitat; tel: +254-20-623120; fax: +254-20-623477; e-mail: press.unhabitat@unhabitat.org; Internet: <http://www.unhabitat.org>

CONFERENCE ET EXPOSITION EUROPEENNE EWEC 2007 SUR L'ENERGIE EOLIENNE: Organisée par l'Association Européenne de l'Energie Eolienne (EWEA) cette conférence aura lieu à Milan, en Italie, du 7 au 10 mai 2007. Pour plus de précisions, contacter: EWEA; tel: +32-2546-1980; fax: +32-2546-1944; e-mail: info@ewea.org; Internet: http://www2.ewea.org/06b_events/events_EWEC2007.htm

ECO SOMMET 2007: Organisé par Elsevier et Ecological Society of China, l'Eco Sommet 2007 se déroulera au Centre des conférences internationales à Pékin, en Chine, du 22 au 27 mai 2007 sous le thème "La Complexité Ecologique et la Durabilité: les défis posés et les opportunités offertes à l'écologie au 21^e siècle." Pour plus de précisions, contacter Sophie Peters, tel: +44 1865 843958; fax +44 1865 843958; email: s.peters@elsevier.com; Internet: <http://www.ecosummit2007.elsevier.com>

EDITION 2008 DU CONGRES MONDIAL DES URBANISTES: L'Association mondiale des urbanistes tient son prochain congrès en conjonction avec le FUM4, les dates et lieux seront confirmés. Pour plus de précisions, contacter Dave Crossley at: tel: +1 604-696-5031; Fax: +1 604-696-5032; email: info@wpc2006.com; Internet <http://www.wpc2006.com>

4^e FORUM URBAIN MONDIAL: Le FUM4 se tiendra à Nanjing, en Chine, en 2008. Les dates et lieux de cette réunion seront confirmés ultérieurement. Pour plus de précisions, contacter Information Services Section, ONU-Habitat; tel: +254-20-623120; fax: +254-20-623477; e-mail: press.unhabitat@unhabitat.org; Internet: <http://www.unhabitat.org>



Les drapeaux du Canada et des Nations unies flottant devant le Palais des Congrès et des Expositions de Vancouver, site du déroulement du FUM3